

N° 1805

## PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2000

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 15 septembre 1999

### ANALYSES ET TABLEAUX ANNEXES

#### ANALYSES ET TABLEAUX ANNEXES

##### I. Observations générales sur l'évolution des dépenses des services civils et analyse, par ministère, des principaux écarts entre les crédits prévus pour 2000 et ceux ouverts en 1999

1. Comparaison, par ministère, des crédits totaux prévus pour 2000 à ceux ouverts en 1999 (tableaux annexes)
2. Créations et suppressions d'emplois budgétaires prévues pour 2000 (tableau annexe)
3. Comparaison, par titre et par ministère, pour les dépenses ordinaires, des crédits prévus pour 2000 à ceux ouverts en 1999 (tableaux annexes)
4. Comparaison, par titre et par ministère, des autorisations de programme et crédits de paiement prévus pour 2000 à ceux ouverts en 1999 (tableaux annexes)
5. Échéancier prévu des ouvertures de crédits de paiement en regard des autorisations de programme anciennes et nouvelles (tableaux annexes)

##### II. Observations générales sur l'évolution des dépenses militaires et tableau annexe

##### III. Observations générales sur l'évolution des opérations des comptes spéciaux du Trésor et tableau annexe

## Analyses et tableaux annexes

---

### **I. Observations générales sur l'évolution des dépenses des services civils et analyse, par ministère, des principaux écarts entre les crédits prévus pour 2000 et ceux ouverts en 1999**

## Analyse par titre et par partie

### Titre premier. Dette publique et dépenses en atténuation de recettes

Les crédits du titre premier fixés à 563,4 milliards F en loi de finances pour 1999 sont évalués à 586,1 milliards F dans le projet de loi de finances pour 2000.

Les deux types de dépenses inscrites en titre premier connaissent les évolutions suivantes :

- ◆ Les **dépenses en atténuation de recettes**, qui regroupent les remboursements sur produits indirects, les dégrèvements sur contributions directes et taxes assimilées ainsi que les remboursements forfaitaires aux exploitants agricoles non assujettis à la T.V.A. augmentent de 7,8 %. Au total, les dépenses s'établissent à 330,73 milliards F.
- ◆ La **dette publique**, qui retrace les intérêts de la dette de l'État, les dépenses de garanties accordées par l'État et diverses dépenses résultant de la gestion de la dette, diminue de 0,5 % (255,4 milliards F contre 256,7 milliards en LFI pour 1999).

Au sein de cet ensemble, il convient de distinguer :

- ◆ La **dette stricto sensu** (hors garanties et dépenses diverses), laquelle s'élève en montants bruts à 251,9 milliards F contre 253,25 milliards F en LFI 1999. La charge nette des recettes d'ordre passe de 237,2 milliards F à 234,7 milliards F, soit une baisse de 1,1 %.

La charge de la dette à long terme (OAT) s'accroît de 9 milliards F par rapport à la LFI 199 ; la charge nette correspondante augmente de 7,1 milliards F (+4,3 %).

La charge de la dette à moyen et court terme (BTAN et BTF) baisse de 9,4 milliards F (-13 %) ; cette évolution résulte de la baisse des taux courts.

La dette non négociable diminue de 1 milliard F, confirmant la tendance longue à la baisse de la charge de la dette non négociable qui tend à devenir marginale dans la dette de l'État. Cette évolution résulte notamment de la diffusion de la baisse des taux courts à ce compartiment de la dette, de l'impact favorable lié à la mise à disposition de La Poste des fonds des comptes courants postaux et de l'extinction progressive des dettes reprises d'organismes divers.

- ◆ Le coût des **garanties** accordées par l'État est évalué à 1,24 milliards F dans le projet de loi de finances pour 2000.

### Titre II. Pouvoirs publics

Le titre II, sur lequel sont inscrites les dotations de fonctionnement de la Présidence de la République, de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Conseil constitutionnel, progresse de 2,1 %.

### Titre III. Moyens des services

Le titre III progresse de 4,1 %, passant de 607,3 milliards F en loi de finances pour 1999 à 632,3 milliards F dans le présent projet de loi de finances.

- ◆ Les **charges de personnel** (parties 31, 32 et 33) passent de 516,1 milliards F à 536,1 milliards F, soit une augmentation de 20 milliards F (dont 7,2 milliards F correspondant aux opérations de budgétisation de rémunérations publiques).
- ◆ Les **crédits de fonctionnement des services** (parties 34, 35 et 37) progressent de 3,2 milliards F (dont 0,7 milliard F de budgétisation).
- ◆ Les **subventions aux établissements publics** (partie 36) s'établissent à 49,6 milliards F dans le présent projet de loi, contre 47,8 milliards F en LFI pour 1999, soit une augmentation de 3,8 % liée notamment à l'application du contrat de progrès État-ANPE (+0,6 milliard F), à l'augmentation des subventions de fonctionnement aux établissements d'enseignement supérieur ainsi que la progression des dépenses de personnel des établissements publics administratifs.

### Titre IV. Interventions publiques

Elles s'élèvent à 462,4 milliards F dans le projet de loi de finances pour 2000, contre 495,7 milliards F en LFI pour 1999, soit -6,7 %. A structure budgétaire 1999 (hors opérations de périmètre concernant les procédures d'affectation, la compensation sous forme de dotations budgétaires de mesures de suppression ou d'abaissement de taxes et le fonds de compensation de l'allègement des cotisations sociales) les interventions publiques dans le PLF 2000 s'établissent à 496,5 milliards F (+0,16 %).

- ◆ Les **interventions économiques** (parties 44 et 45), qui s'établissent à 138,8 milliards F (contre 178,3 milliards F en LFI 1999), correspondent :
  - au financement des mesures d'incitation à la réduction du temps de travail pour un montant de 7 milliards F ; la prise en charge des allègements de charges pesant sur les bas salaires (ristourne dégressive) sera en revanche assurée, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2000, par le fonds de compensation de l'allègement des cotisations sociales ;
  - au financement du plan gouvernemental en faveur de l'emploi des jeunes ; 21,3 milliards F sont dégagés pour financer les 250.000 emplois créés entre 1997 et 1999 et la création de nouveaux emplois en 2000 ;
  - au recentrage des dispositifs d'insertion des personnes les plus en difficulté : 360.000 contrats emploi-solidarité (9 MdF), 60.000 contrats emplois consolidés (5,32 MdF), 158.000 places de stages pour les chômeurs de longue durée et 155.000 contrats initiative-emploi (7MdF) ; au total, les interventions économiques en faveur de l'emploi atteignent 71,9 milliards F ;
  - à une diminution de 2,42 milliards F des crédits de bonification ;
  - à une progression de 0,4 milliard F des aides à l'agriculture, par rapport à la LFI 1999 ;
  - à une stabilisation des crédits consacrés au secteur public (SNCF et Charbonnages de France).
  
- ◆ Les **interventions sociales** (parties 46 et 47) s'élèvent à 192,7 milliards F dans le projet de loi de finances pour 2000 contre 183,7 milliards F en 1999. Les principaux ajustements de crédits concernent :
  - l'allocation aux adultes handicapés : +0,7 milliard F ;
  - le revenu minimum d'insertion : +2,5 milliards F ;
  - les subventions aux régimes spéciaux : -1,4 milliard F ;
  - la subvention au nouveau fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie (7 milliards F) ;
  - la réforme de l'audiovisuel public qui se traduit par une subvention de l'État au compte d'affectation spéciale n° 902-15 (0,9 milliard F) ;
  - les interventions en faveur des anciens combattants (dette viagère et rente mutualiste) : -0,5 milliard F.
  
- ◆ Les **autres interventions** (parties 41, 42 et 43) atteignent 130,9 milliards F, soit -2,1 % par rapport à la LFI 1999, sous l'effet des principales opérations suivantes :
  - la compensation sous forme de dotation budgétaire aux départements de la nouvelle tranche d'abaissement des droits de mutation à titre onéreux à hauteur de 4,6 milliards F ;
  - la recentralisation des dépenses d'aide médicale des départements vers l'État conduit à déduire de la dotation globale de décentralisation les crédits consacrés par les départements à l'aide médicale gratuite : -9,1 milliards F ;
  - les subventions aux collectivités locales (à structure constante) progressent de 0,4 milliard F ;
  - la prise en compte de l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie représente un crédit supplémentaire de 0,4 milliard F ;
  - les subventions à l'enseignement privé augmentent de 1,5 milliard F de (+3,7 %) ;
  - les dépenses de bourses progressent de 0,9 milliard F ;
  - le financement de la formation professionnelle représente une dépense de 24,1 milliards F, avec notamment 220.000 contrats d'apprentissage, 125.000 contrats de qualification et le développement du contrat de qualification pour les adultes (15.000 nouveaux contrats) conformément à la loi de lutte contre les exclusions.

#### Titres V et VI. Investissements et subventions d'investissement

- ◆ Les **autorisations de programme (AP)** s'élèvent à 82,8 milliards F contre 80,8 milliards F en loi de finances pour 1999, soit une progression de 2,5 % :
  - 18,3 milliards F sur le titre V ;
  - 64,5 milliards F sur le titre VI.

Ces montants intègrent l'impact des budgétisations opérées dans le projet de loi de finances :

  - inscription sur le budget de l'agriculture et de la pêche des autorisations de programme précédemment imputées sur le Fonds forestier national (0,31 milliard F) ;

- inscription sur diverses sections du budget général des autorisations de programme (1,51 milliard F) qui étaient imputées sur le CAS n° 902-22 « Fonds pour l'aménagement de l'Île-de-France » ;
- conséquences des modifications de périmètre sur les dépenses d'équipement administratif des services du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (0,57 milliard F).

Par ailleurs, la participation de la France à divers fonds est ajustée de -0,65 milliard F.

- ◆ Les **crédits de paiement (CP)** s'élèvent à 80,3 milliards F dans le projet de loi de finances pour 2000, contre 78,8 milliards F en LFI 1999, soit une progression de 1,9 % intégrant l'impact des modifications de périmètre :
  - 16,1 milliards F sur le titre V ;
  - 64,2 milliards F sur le titre VI.
- ◆ Ces dotations du budget général sont complétées par 16,8 milliards F de dotation en capital des entreprises publiques inscrites sur le compte d'affectation spéciale des produits de cessions d'actifs publics.

Par grands secteurs, les principales évolutions s'analysent de la manière suivante :

- ◆ les **équipements collectifs** sont dotés de 28,2 milliards F d'AP (26,3 milliards F en LFI 1999) et de 26,1 milliards F de CP (contre 27 milliards F en LFI 1999) ;
- ◆ les **aides aux principaux secteurs économiques** s'établissent à 39,3 milliards F en AP, contre 38,7 milliards F en LFI 1999, et à 36,8 milliards F en CP contre 34,4 milliards F en LFI 1999 ;
- ◆ les **aides aux investissements locaux** passent à 10,6 milliards F contre 10,2 milliards F en CP en LFI 1999 et à 10,8 milliards F en AP contre 10,4 milliards F en LFI 1999 ;
- ◆ Les **investissements extérieurs** et divers passent à 4,5 milliards F en AP contre 5,4 milliards F en LFI 1999 ; les CP passent de 7,2 milliards F en 1999 à 6,8 milliards F en 2000.

## Analyse par ministère des principaux écarts 1999 - 2000

	(en millions de francs)		
	Rappel LFI 1999	2000	Ecart
<b>Affaires étrangères</b>			
Dépenses ordinaires	18.719	18.636	-83
(Autorisations de programme)	(2.598)	(2.791)	(+193)
Crédits de paiement	2.093	2.309	216
<b>Total des crédits</b>	<b>20.812</b>	<b>20.945</b>	<b>+133</b>

### Analyse des principaux écarts en crédits

Personnel		+133
Effet change prix		-25
Fonctionnement		-40
Établissements publics		+28
Établissements culturels		-10
Concours financiers		-105
Contributions obligatoires à des organisations internationales		-18
Contributions volontaires à des organisations internationales		+9
Audiovisuel extérieur		+25
Aide alimentaire		-10
Coopération culturelle, scientifique, technique et au développement		+33
Équipement		+120
Divers		-7

### Analyse des principales autorisations de programme

Équipement	281	478
Coopération et aide au développement	2.317	2.313

### Agriculture et pêche

Dépenses ordinaires	32.634	27.930	-4.704
(Autorisations de programme)	(980)	(1.262)	(+282)
Crédits de paiement	925	1.102	177
<b>Total des crédits</b>	<b>33.559</b>	<b>29.032</b>	<b>-4.527</b>

(en millions de francs)

Rappel LFI 1999                      2000                      Ecart

### Analyse des principaux écarts en crédits

Personnel			+585
Fonctionnement			+178
Établissements publics			+153
Enseignement agricole			+137
Formation en milieu rural			-18
Pêches et cultures marines			+3
Amélioration des structures agricoles			-612
Charges de bonification des prêts			-872
Organismes d'intervention et valorisation de la production			-35
Prime au maintien du troupeau à la vache allaitante			+140
Contrat territorial d'exploitation			+650
Promotion et contrôle de la qualité			+23
Aménagement de l'espace rural et de la forêt			+276
Calamités agricoles			+50
Subvention d'équilibre au BAPSA : ajustement et transfert aux Charges communes			-5.363
Modernisation des exploitations agricoles			+8
Grands aménagements régionaux			-52
Fonds forestier national et autres actions forestières			+220

### Analyse des principales autorisations de programme

Forêts	24	24
Équipement des services	57	52
Conservatoire de la forêt méditerranéenne	62	63
Recherche	76	74
Adaptation de l'appareil de production agricole	224	224
Grands aménagements régionaux	173	149
Fonds forestier national et autres actions forestières	104	413
Développement du stockage, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles et de la mer	150	150
Pêches maritimes et cultures marines	40	44
Enseignement et formation agricoles	69	69

### Aménagement du territoire et environnement :

#### I. Aménagement du territoire

Dépenses ordinaires	404	574	+170
(Autorisations de programme)	(1.604)	(1.536)	(-68)
Crédits de paiement	1.399	1.356	-43
<b>Total des crédits</b>	<b>1.803</b>	<b>1.930</b>	<b>+127</b>

(en millions de francs)

Rappel LFI 1999                      2000                      Ecarts

### Analyse des principaux écarts en crédits

Personnel			+2
Fonctionnement			+9
Aides à la localisation d'activités créatrices d'emplois			+105
FNADT			+12

### Analyse des principales autorisations de programme

Aides à la localisation des activités créatrices d'emplois	320	350	
FNADT	1.284	1.186	

## II. Environnement

Dépenses ordinaires	1.549	1.842	+293
(Autorisations de programme)	(2.544)	(2.694)	(+150)
Crédits de paiement	2.408	2.456	48
<b>Total des crédits</b>	<b>3.957</b>	<b>4.298</b>	<b>+341</b>

### Analyse des principaux écarts en crédits

Personnel			+119
Fonctionnement			+82
Protection de la nature et de l'environnement			+69
Subventions à divers établissements			+68

### Analyse des principales autorisations de programme

Investissements de l'État	344	342	
Subventions de protection de la nature et de l'environnement	314	354	
Subventions à divers établissements	1.881	1.998	

## Anciens combattants

Dépenses ordinaires	25.494	24.060	-1.434
(Autorisations de programme)	(21)	(0)	(-21)
Crédits de paiement	16	0	-16
<b>Total des crédits</b>	<b>25.510</b>	<b>24.060</b>	<b>-1.450</b>

### Analyse des principaux écarts en crédits

Fonctionnement des services déconcentrés			+4
Information historique			+5
Subventions aux établissements publics (y. c. action sociale de l'ONAC)			+15
Ajustement des crédits de la dette viagère aux besoins constatés			+292
Application du rapport constant			+248
Augmentation du nombre de créditeurs			+80
Relèvement du plafond majorable des rentes mutualistes			+10
Sécurité sociale des pensionnés de guerre			+16
Extension des conditions d'attribution de la carte du combattant			+15
Crédits de paiement			+4
Baisse du nombre de cartes prises en compte pour les remboursements SNCF			-17
Dépenses de personnel			-25
Soins médicaux gratuits			-127
Évolution des parties prenantes de la dette viagère			-571
Diminution du nombre d'allocataires du Fonds de solidarité AFN			-450
Transfert de crédits des titres III et VI au budget de la Défense suite à la fusion des administrations générales			-949

### Analyse des principales autorisations de programme

“Transfert” des dotations en capital au budget de la Défense	21	0	
--	----	---	--

### Charges communes

Dépenses ordinaires	675.741	699.372	+23.631
(Autorisations de programme)	(2.662)	(0)	(-2.662)
Crédits de paiement	4.911	1.750	-3.161
<b>Total des crédits</b>	<b>680.652</b>	<b>701.122</b>	<b>+20.470</b>

### Analyse des principaux écarts en crédits

Service de la dette à long et moyen terme			+9.001
Charges afférentes aux intérêts des bons du Trésor à court ou moyen terme			-9.405
Charges afférentes aux intérêts des comptes de dépôts au Trésor			-797
Charge de la dette non négociable et de la dette à vue			-182
Garanties			-242
Dégrèvements de contributions directes			+3.980
Remboursements sur produits indirects et divers			+20.080
Décharges de responsabilité et remises de débets			+250
Dotations des pouvoirs publics			+96
Provision pour mesures générales intéressant les agents du secteur public			+230
Pensions et allocations			+6.345
Versement à la Caisse nationale d'allocations familiales			+279
Cotisations maladies de l'État			+581
Versement de l'État au titre de la compensation entre régimes de sécurité sociale			-1.005
Crédits globaux de prestations et versements obligatoires			-100
Rémunération des prestations de la Banque de France			+86

(en millions de francs)

Rappel LFI 1999                      2000                      Ecart

Dépenses accidentelles			+1.190
Services rendus par La Poste			-297
Modernisation des outils de gestion budgétaire et comptable			+150
Transfert sur le budget de l'Intérieur et de la décentralisation des crédits correspondant au financement des partis politiques et aux cotisations patronales d'assurance maladie			-540
Primes à la construction			-911
Participation de l'État aux services d'emprunts à caractère économique			-638
Inscription aux charges communes des subventions au budget annexe des prestations sociales agricoles et au fonds spécial de retraite de la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines			+5.545
Aides diverses en faveur des rapatriés			-191
Subvention au fonds d'indemnisation des transfusés contaminés par le virus d'immunodéficience humaine			-50
Transfert vers le budget Santé et solidarité du fonds spécial d'invalidité			-1.592
Transfert au budget Urbanisme et du logement des crédits d'aide aux villes nouvelles			-105
Participation de la France au capital d'organismes internationaux			-112
Participation de la France à divers fonds internationaux			-432
Mesures de soutien à l'activité économique : travaux de sécurité dans les écoles			+85
Inscription au budget Économie, finances et industrie de crédits gérés par les services de ce ministère			-10.821

#### Analyse des principales autorisations de programme

“Transfert” à l'Urbanisme et logement de la dotation Aide aux villes nouvelles	80	0
“Transferts” au MEFI des dotations :		
_ Aide extérieure	600	0
_ Intervention en faveur des petites et moyennes entreprises	32	0
_ Participation à divers fonds	1.620	0
Mesures de soutien à l'activité économique : travaux de sécurité dans les écoles	330	0

#### Culture et communication

Dépenses ordinaires	12.151	12.483	+332
(Autorisations de programme)	(3.538)	(3.703)	(+165)
Crédits de paiement	3.559	3.556	-3
<b>Total des crédits</b>	<b>15.710</b>	<b>16.039</b>	<b>+329</b>

(en millions de francs)

Rappel LFI 1999                      2000                      Ecart

### Analyse des principaux écarts en crédits

Rémunérations et pensions		+97
Créations d'emplois		+31
Fonctionnement		+4
Établissements publics		+75
Interventions, notamment dans les domaines du spectacle vivant et des enseignements artistiques		+124
Achèvement des travaux du Grand Louvre et du CNAC-Georges Pompidou		-184
Extinction progressive des retards de paiement dans le cadre des opérations cofinancées		-100
Patrimoine de l'État		+260
Patrimoine monumental		+68
Investissements divers		-47

### Analyse des principales autorisations de programme

Patrimoine monumental	1.697	1.701
Bibliothèque nationale de France	50	50
Écoles d'architecture	55	120
Cité des sciences et de l'industrie	235	237
Établissements publics	252	272
Patrimoine de l'État	421	374
Opérations en cofinancement avec les collectivités locales	387	486
Autres	441	462

### Economie, finances et industrie :

#### I. Economie, finances et industrie

Dépenses ordinaires	59.664	81.065	+21.401
(Autorisations de programme)	(908)	(8.990)	(+8.082)
Crédits de paiement	978	9.676	8.698
<b>Total des crédits</b>	<b>60.642</b>	<b>90.741</b>	<b>+30.099</b>

### Analyse des principaux écarts en crédits

Transfert de crédits en provenance de la section Industrie	+16.522
Transfert de crédits en provenance de la section PME, commerce et artisanat	+387
Transfert de crédits en provenance des Charges communes	+10.821
Transferts divers entre sections	-36
Budgétisation des dépenses financées par fonds de concours (hors industrie)	+1.382
Personnel	+536
Pensions	+181
Moyens de fonctionnement	+90
Recensement général de la population	-49
Modernisation	+60
Informatique	+156
Passage à l'Euro	+15
Assemblée annuelle de la Banque interaméricaine de développement	-25
Exposition universelle de Hanovre 2000	+90
Crédits d'équipement	-27

### Analyse des principales autorisations de programme

Équipement des services	908	978
“Transfert” en provenance de la section PME, commerce et artisanat		28
“Transfert” en provenance des Charges communes		1.395
“Transfert” en provenance de la section Industrie		6.589

### II. Industrie (ancien)

Dépenses ordinaires	9.972	0	-9.972
(Autorisations de programme)	(5.649)	(0)	(-5.649)
Crédits de paiement	5.311	0	-5.311
<b>Total des crédits</b>	<b>15.283</b>	<b>0</b>	<b>-15.283</b>

(en millions de francs)

Rappel LFI 1999                      2000                      Ecarts

### Analyse des principaux écarts en crédits

Fonctionnement et investissement des écoles des mines	+12
Autorité de régulation des télécommunications	+2
Infrastructures pétrolières (taxes supportées par la France)	+5
Enseignement supérieur des télécommunications	+34
Subvention à l'Ecole supérieure d'électricité (Supélec)	+2
Subvention au CEA	+171
Subvention à Charbonnages de France (prestations aux mineurs retraités)	-30
Agence nationale des fréquences	+21
Subventions concourant à la maîtrise de l'énergie (ADEME)	-122
Fonds de soutien aux hydrocarbures (FSH)	-126
Interventions sociales en faveur des retraités	-20
Surveillance des anciens sites miniers	+5
Actions en faveur des normes et de la qualité des produits	+13
Actions de développement industriel régional	+47
Budgétisation de la DSIN (Études)	+498
Budgétisation des centres techniques	+247
Équipement naval	+487
Transport de presse	+50
Actions de reconversion et de restructuration industrielle	-28
Recherche industrielle et innovation	-29
Transfert des crédits de la section Industrie à la section Économie, finances et industrie	-16.522

### Analyse des principales autorisations de programme

Études (dont DSIN en 2000)	34	530
Écoles des mines	59	64
Environnement, énergie et matières premières	530	503
Reconversions, restructurations et développement industriel régional	825	835
Aides à l'équipement naval	850	1.287
Normalisation	84	90
Recherche industrielle et innovation	2.830	2.846
Subvention au CEA	375	375
Subvention à l'Agence nationale des fréquences	62	59
“Transfert” à la section Economie, finances et industrie		-6.589

### III. Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat (ancien)

Dépenses ordinaires	360	0	-360
(Autorisations de programme)	(26)	(0)	(-26)
Crédits de paiement	29	0	-29
<b>Total des crédits</b>	<b>389</b>	<b>0</b>	<b>-389</b>

(en millions de francs)

Rappel LFI 1999                      2000                      Ecarts

### Analyse des principaux écarts en crédits

Interventions économiques			+6
Bonifications d'intérêts			-28
Fonds de garantie			+22
Aides au commerce et à l'artisanat			-2
Transfert des crédits de la section Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat à la section Économie, finances et industrie			-387

### Analyse des principales autorisations de programme

Action économique	26	28	
"Transfert" des dotations à la section Économie, finances et industrie			-28

## Éducation nationale, recherche et technologie :

### I. Enseignement scolaire

Dépenses ordinaires	297.425	307.827	+10.402
(Autorisations de programme)	(708)	(710)	(+2)
Crédits de paiement	754	671	-83
<b>Total des crédits</b>	<b>298.179</b>	<b>308.498</b>	<b>+10.319</b>

### Analyse des principaux écarts en crédits

Incidence en 2000 de l'accord salarial du 10 février 1998 (enseignement public)			+2.033
Congé de fin d'activité et prestations familiales			+653
Autres crédits de personnel			+1.018
Pensions et retraites			+4.255
Créations et suppressions d'emplois (enseignement public)			+101
Accès à la hors-classe des enseignants du second degré			+282
Emplois jeunes			+51
Réforme des collèges			+240
Réforme des lycées			+73
Majoration du taux de la première heure supplémentaire des enseignants du second degré			+334
Fonctionnement			+110
Personnels enseignants et forfait d'externat de l'enseignement privé			+1.354
Contrats emplois consolidés			+122
Transfert pour la constitution de la Dotation globale de fonctionnement de Nouvelle-Calédonie.			-257
Ajustement des subventions transports scolaires et CNASEA			+32
Crédits d'investissement			-83

(en millions de francs)

Rappel LFI 1999                      2000                      Ecart

### Analyse des principales autorisations de programme

Administration générale et établissements d'enseignement à la charge de l'État	273	337
Équipement pédagogique, technologies nouvelles et premier équipement	350	285
Subventions d'équipement à caractère éducatif et social	85	88

### II. Enseignement supérieur

Dépenses ordinaires	45.458	47.054	+1.596
(Autorisations de programme)	(5.028)	(5.901)	(+873)
Crédits de paiement	5.663	5.409	-254
<b>Total des crédits</b>	<b>51.121</b>	<b>52.463</b>	<b>+1.342</b>

### Analyse des principaux écarts en crédits

Incidence en 2000 de l'accord salarial du 10 février 1998	+338
Créations d'emplois	+115
Autres crédits de personnel	+336
Fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur	+166
Réduction des crédits d'heures complémentaires	-41
Informatique, examens et concours	-6
Plan social étudiant	+687
Équipement	-254

### Analyse des principales autorisations de programme

Construction	1.791	2.070
Maintenance	1.405	1.974
Recherche universitaire	1.832	1.857

### III. Recherche et technologie

Dépenses ordinaires	25.784	26.593	+809
(Autorisations de programme)	(14.033)	(13.465)	(-568)
Crédits de paiement	14.227	13.268	-959
<b>Total des crédits</b>	<b>40.011</b>	<b>39.861</b>	<b>-150</b>

### Analyse des principaux écarts en crédits

Interventions du ministère (essentiellement FRT et FNS)	+219
Établissements publics à caractère scientifique et technologique	+307
Établissements publics à caractère industriel et commercial	+4
Fondations	+8
Commissariat à l'énergie atomique	+71
Centre national d'études spatiales (dont transfert à la Défense)	-760

(en millions de francs)

Rappel LFI 1999                      2000                      Ecart

**Analyse des principales autorisations de programme**

Interventions du ministère (FRT et FNS)	1.170	1.605
Information scientifique	5	7
Établissements publics à caractère scientifique et technologique	4.076	4.244
Transfert de la culture scientifique du titre VI au titre IV	43	0
Transfert des dotations des fondations du titre VI au titre IV	437	0
Établissements publics industriels et commerciaux	811	824
Centre national d'études spatiales (hors transfert depuis la Défense)	7.070	6.410
Commissariat à l'énergie atomique	375	375

**Emploi et solidarité :**

**I. Emploi**

Dépenses ordinaires	161.507	121.499	-40.008
(Autorisations de programme)	(523)	(563)	(+40)
Crédits de paiement	544	561	17
<b>Total des crédits</b>	<b>162.051</b>	<b>122.060</b>	<b>-39.991</b>

### Analyse des principaux écarts en crédits

Subvention à l'ANPE : mise en œuvre de la loi de lutte contre les exclusions et du plan national d'action pour l'emploi	+593
Subvention à l'Office de protection contre les rayonnements ionisants (OPRI) : mise en œuvre d'un programme de contrôle des rayonnements subis par les personnels des installations nucléaires civiles	+22
Personnel et fonctionnement	+155
Crédits décentralisés de formation professionnelle	+65
Financement de la prime à l'apprentissage	-417
Contrat de qualification : développement du nouveau contrat pour adultes créé par la loi de lutte contre les exclusions	+ 110
Actions diverses de formation professionnelle	-95
Rémunération des stagiaires de la formation professionnelle	-77
Subvention à l'AFPA et à divers organismes de formation	+183
Plan pour l'emploi des jeunes : « nouveaux emplois – nouveaux services »	+7.420
Fonctionnement des stages pour chômeurs de longue durée et cadres demandeurs d'emploi	-274
Contrat initiative emploi : primes et exonérations de cotisations sociales : ajustement aux flux des bénéficiaires	-2.487
Contrats emploi-solidarité, emplois consolidés, emplois-ville	-837
Contrats de retour à l'emploi : extinction du dispositif	-347
Aide aux structures d'insertion par l'économie	+164
Programme TRACE (trajectoires d'accès à l'emploi)	-21
Réseau d'accueil des jeunes	-25
Reclassement des travailleurs handicapés	+138
Dialogue social et amélioration des conditions de travail	+35
Aide incitative à la réduction du temps de travail (loi du 13 juin 1998)	+800
Aide incitative à la réduction collective du temps de travail (loi du 11 juin 1996)	-333
Ristourne dégressive sur les salaires inférieurs à 130% du SMIC : ajustement aux besoins et prise en charge de la dépense 2000 par le Fonds d'allègement des cotisations sociales	-42.725
Diverses exonérations de charges accordées dans certaines zones géographiques (Corse, DOM, zones de revitalisation rurale et de redynamisation urbaine, zones franches)	+156
Diverses exonérations de charges sectorielles (professions indépendantes, hôtels-cafés-restaurants, correspondants de presse)	-99
Actions diverses de promotion de l'emploi	-61
Allocations temporaires dégressives	-15
Versements à l'UNEDIC au titre des préretraites progressives et des allocations spéciales du Fonds national de l'emploi	-1.092
Conventions de conversion	-177
Conventions sociales de la sidérurgie : dispositif en extinction	-440
Accompagnement des restructurations industrielles	-77
Indemnisation du chômage partiel	-269
Subvention au Fonds de solidarité	+737
Subvention à l'Association pour la structure financière	-715
Investissements divers	+17

(en millions de francs)

Rappel LFI 1999                      2000                      Ecarts

### Analyse des principales autorisations de programme

Équipement administratif	75	65
Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale	108	106
Formation professionnelle des adultes	328	358
ANPE	11	34

### II. Santé et solidarité

Dépenses ordinaires	79.479	90.065	+10.586
(Autorisations de programme)	(684)	(539)	(-145)
Crédits de paiement	698	750	52
<b>Total des crédits</b>	<b>80.177</b>	<b>90.815</b>	<b>+10.638</b>

### Analyse des principaux écarts en crédits

Personnel et pensions	+180
Fonctionnement des services	+44
Établissements sanitaires et sociaux	+154
Formations sanitaires et sociales et bourses	+27
Actions relatives à la santé publique	+30
Organisation du système de soins	-72
Actions en faveur des réfugiés et des populations migrantes	+26
Actions en faveur des rapatriés	-35
Innovation sociale	+5
Droits des femmes	+19
Revenu minimum d'insertion	+2.300
Allocation de parent isolé	+119
Couverture maladie universelle	+7.000
Dépenses d'aide médicale	-312
Allocation aux adultes handicapés	+781
Transfert de la dotation Fonds de solidarité invalidité, en provenance des Charges communes	+1.592
Centres d'aide par le travail	+213
Centres d'hébergement et de réadaptation sociale	+84
Autres dépenses d'aide et d'action sociales	+10
Subventions à divers régimes de protection sociale	-15
Transfert aux Charges communes de la dotation Caisse des mines	-1.564
Équipements sanitaires et sociaux	+25
Subventions d'investissements sanitaires et sociaux	+27

(en millions de francs)

Rappel LFI 1999                      2000                      Ecarts

### Analyse des principales autorisations de programme

Équipement sanitaire et social	90	92
Subventions d'équipement	594	443

### III. Ville

Dépenses ordinaires	772	1.106	+334
(Autorisations de programme)	(414)	(537)	(+123)
Crédits de paiement	240	309	69
<b>Total des crédits</b>	<b>1.012</b>	<b>1.415</b>	<b>+403</b>

### Analyse des principaux écarts en crédits

Fonctionnement	+5
Interventions en faveur de la ville et du développement social urbain	+329
Études et assistance technique	-10
Politique de la ville et du DSU : investissements	+80

### Analyse des principales autorisations de programme

Études et assistance technique	18	6
Politique de la ville et du développement social urbain	396	531

### Équipement, transports et logement :

#### I. Services communs

Dépenses ordinaires	23.021	24.319	+1.298
(Autorisations de programme)	(175)	(196)	(+21)
Crédits de paiement	172	186	14
<b>Total des crédits</b>	<b>23.193</b>	<b>24.505</b>	<b>+1.312</b>

### Analyse des principaux écarts en crédits

Personnel	+344
Budgétisation des rémunérations accessoires	+948
Fonctionnement	+27
Subventions aux établissements publics	+24
Budgétisation du FARIF (CAS n°902-22)	+6

(en millions de francs)

Rappel LFI 1999                      2000                      Ecarts

### Analyse des principales autorisations de programme

Équipement du ministère	50	60
Études	40	47
Subventions d'équipement	86	89
Budgétisation du FARIF (CAS n°902-22)		5

### II. Urbanisme et logement

Dépenses ordinaires	35.532	35.361	-171
(Autorisations de programme)	(13.212)	(13.476)	(+264)
Crédits de paiement	9.931	12.835	2.904
<b>Total des crédits</b>	<b>45.463</b>	<b>48.196</b>	<b>+2.733</b>

### Analyse des principaux écarts en crédits

Aides à la personne	-284
Lutte contre les exclusions	+93
Aides à la pierre	-92
Accession à la propriété	+2.755
Transfert des crédits d'urbanisme (en provenance des sections Charges communes et Services communs de l'Équipement)	+107
Urbanisme	-47
Budgétisation du FARIF (CAS n°902-22)	+207

### Analyse des principales autorisations de programme

Aide au secteur locatif social (construction et amélioration)	2.926	2.929
Prêts à taux zéro	6.260	5.810
Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat	2.200	2.200
Primes à l'amélioration de l'habitat	816	800
Fonds de garantie de l'accession sociale	300	425
Opérations les plus sociales	350	290
Résorption de l'habitat insalubre	65	65
Urbanisme (dont "transfert" en provenance des sections Charges communes et Services communs de l'Équipement)	160	232
Budgétisation du FARIF (CAS n°902-22)		599

### III. Transports

#### 1. Transports terrestres

Dépenses ordinaires	44.206	44.156	-50
(Autorisations de programme)	(1.028)	(1.311)	(+283)
Crédits de paiement	976	1.111	135
<b>Total des crédits</b>	<b>45.182</b>	<b>45.267</b>	<b>+85</b>

### Analyse des principaux écarts en crédits

Concours de l'État à la SNCF (réseau principal)	+940
<i>Dont :</i>	
<i>Services régionaux de voyageurs</i>	+742
<i>Charges de retraites</i>	+198

(en millions de francs)

Rappel LFI 1999                      2000                      Ecart

Concours à l'infrastructure ferroviaire			-711
Ajustement des concours d'exploitation aux transports parisiens			-231
Échéanciers de paiement des projets d'investissement de transports collectifs			+134
Divers (études, transports routiers, batellerie, charges de pensions)			-47

#### Analyse des principales autorisations de programme

Subventions d'investissement	965	1.245	
Recherche scientifique et technique	41	43	
Organisation du secteur des transports	22	23	

#### 2. Routes

Dépenses ordinaires	1.273	1.268	-5
(Autorisations de programme)	(4.787)	(5.846)	(+1.059)
Crédits de paiement	5.768	5.101	-667
<b>Total des crédits</b>	<b>7.041</b>	<b>6.369</b>	<b>-672</b>

#### Analyse des principaux écarts en crédits

Investissements routiers		-626
Entretien routier		-17
Participations		-29

#### Analyse des principales autorisations de programme

Voirie nationale : grosses réparations et aménagements de sécurité	1.857	1.947	
Voirie nationale : investissements	2.750	3.838	
Participations de l'État à l'aménagement de voiries locales	150	62	

#### 3. Sécurité routière

Dépenses ordinaires	271	346	+75
(Autorisations de programme)	(184)	(190)	(+6)
Crédits de paiement	184	188	4
<b>Total des crédits</b>	<b>455</b>	<b>534</b>	<b>+79</b>

#### Analyse des principaux écarts en crédits

Communication		+58
Formation		+16
Équipement		+4

(en millions de francs)

Rappel LFI 1999                      2000                      Ecart

#### Analyse des principales autorisations de programme

Investissements de l'État	180	186	
Subventions	4	4	

#### 4. Transport aérien et météorologie

Dépenses ordinaires	1.146	1.141	-5
(Autorisations de programme)	(2.090)	(2.036)	(-54)
Crédits de paiement	1.665	1.670	5
<b>Total des crédits</b>	<b>2.811</b>	<b>2.811</b>	<b>0</b>

#### Analyse des principaux écarts en crédits

Subvention au budget annexe de l'aviation civile	-5
Programmes aéronautiques civils	-11
Contribution à EUMETSAT	+6
Subventions d'investissement pour la météorologie	+10

#### Analyse des principales autorisations de programme

Grands programmes aéronautiques civils	856	746
Recherche amont	720	750
Équipements de bord	250	250
Autres dotations relatives au transport aérien	30	30
Météorologie	234	260

#### IV. Mer

Dépenses ordinaires	6.009	5.953	-56
(Autorisations de programme)	(313)	(520)	(+207)
Crédits de paiement	273	368	95
<b>Total des crédits</b>	<b>6.282</b>	<b>6.321</b>	<b>+39</b>

#### Analyse des principaux écarts en crédits

Personnel et administration générale	+7
Flotte de commerce	+143
Ports maritimes et protection du littoral	+80
Signalisation et surveillance maritimes	+15
ENIM	-206

(en millions de francs)

Rappel LFI 1999                      2000                      Ecart

### Analyse des principales autorisations de programme

Ports maritimes et protection du littoral	193	402
Signalisation et surveillance maritimes	97	104
Équipement	14	15

### V. Tourisme

Dépenses ordinaires	349	388	+39
(Autorisations de programme)	(59)	(59)	(0)
Crédits de paiement	44	35	-9
<b>Total des crédits</b>	<b>393</b>	<b>423</b>	<b>+30</b>

### Analyse des principaux écarts en crédits

Fonctionnement	+10
Interventions touristiques	+28
Développement territorial du tourisme	-9

### Analyse des principales autorisations de programme

Développement territorial du tourisme	59	59
---------------------------------------	----	----

### Intérieur et décentralisation

Dépenses ordinaires	76.268	73.474	-2.794
(Autorisations de programme)	(12.908)	(12.636)	(-272)
Crédits de paiement	12.276	12.300	24
<b>Total des crédits</b>	<b>88.544</b>	<b>85.774</b>	<b>-2.770</b>

### Analyse des principaux écarts en crédits

Personnel	+347
Pensions	+462
Emplois de proximité	+117
Fonctionnement	+425
Élections	-551
Transfert du financement des partis et groupements politiques, en provenance des charges communes	+527
Exonération d'impôt foncier	-94
Dotations générales de décentralisation	-4.112
Compensation pour les régions et les départements de la perte de recettes relative aux DMTO	+74
Dotations générales de décentralisation de la collectivité territoriale de Corse	+11
Équipement du ministère de l'Intérieur (immobilier, matériels, transmissions, recherche)	+224
Subventions pour travaux d'intérêt local	-563
Dotations globales d'équipement	+186
Dotations régionales et départementales d'équipement scolaire et des collèges	+177

(en millions de francs)

Rappel LFI 1999                      2000                      Ecart

### Analyse des principales autorisations de programme

Immobilier	1.039	986
Recherche	3	3
Matériels	280	286
Informatique et transmissions	512	474
Dotations globale d'équipement	5.299	5.490
Dotations régionale et départementale d'équipement scolaire et des collèges	5.153	5.338
Subventions pour travaux d'intérêt local	623	60

### Jeunesse et sports

Dépenses ordinaires	2.929	3.061	+132
(Autorisations de programme)	(124)	(100)	(-24)
Crédits de paiement	118	93	-25
<b>Total des crédits</b>	<b>3.047</b>	<b>3.154</b>	<b>+107</b>

### Analyse des principaux écarts en crédits

Personnel	+28
Fonctionnement	-16
Interventions en faveur de la jeunesse	+26
Interventions en faveur du sport	+94
Équipement	-25

### Analyse des principales autorisations de programme

Équipements réalisés par l'État	55	40
Subventions d'équipement des collectivités	70	60

### Justice

Dépenses ordinaires	24.701	25.972	+1.271
(Autorisations de programme)	(1.732)	(1.572)	(-160)
Crédits de paiement	1.564	1.319	-245
<b>Total des crédits</b>	<b>26.265</b>	<b>27.291</b>	<b>+1.026</b>

(en millions de francs)

Rappel LFI 1999                      2000                      Ecarts

### Analyse des principaux écarts en crédits

Personnel		+275
Créations d'emplois		+315
Pensions		+80
Subventions aux établissements publics et budgets annexes		+13
Frais de justice		+109
Informatique		+14
Fonctionnement de l'administration centrale		-5
Fonctionnement des juridictions judiciaires		+26
Fonctionnement des juridictions administratives		+1
Fonctionnement des services pénitentiaires		+89
Fonctionnement des services de la protection judiciaire de la jeunesse		+67
Secteur habilité de la protection judiciaire de la jeunesse		+235
Commission nationale de l'informatique et des libertés		+1
Aide juridique et interventions		+50
Équipement de la Chancellerie		-247
Équipement du Conseil d'État et des juridictions administratives		-2
Subventions d'équipement		+4

### Analyse des principales autorisations de programme

Administration générale	5	5
Services judiciaires	673	805
Conseil d'État et juridictions administratives	58	50
Services pénitentiaires	912	590
Protection judiciaire de la jeunesse	84	100
Subventions d'équipement	0	22

### Outre-mer

Dépenses ordinaires	3.936	4.718	+782
(Autorisations de programme)	(1.878)	(1.842)	(-36)
Crédits de paiement	1.668	1.647	-21
<b>Total des crédits</b>	<b>5.604</b>	<b>6.365</b>	<b>+761</b>

### Analyse des principaux écarts en crédits

Personnel		+13
Dotations globales pour la Nouvelle-Calédonie		+406
Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer (FEDOM)		+294
Créance de proratisation du RMI		+47
Investissements		-41
Aide au logement dans les DOM, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte		+21

(en millions de francs)

Rappel LFI 1999                      2000                      Ecarts

### Analyse des principales autorisations de programme

Infrastructures de Guyane	18	18
Ligne budgétaire unique	1.096	1.100
FIDOM	205	220
FIDES	132	145
Actions diverses pour le développement de la Nouvelle-Calédonie	390	330

### Services du Premier ministre :

#### I. Services généraux

Dépenses ordinaires	3.730	4.625	+895
(Autorisations de programme)	(396)	(246)	(-150)
Crédits de paiement	365	231	-134
<b>Total des crédits</b>	<b>4.095</b>	<b>4.856</b>	<b>+761</b>

### Analyse des principaux écarts en crédits

Personnel	+19
Fonctionnement et informatique	+14
Autorités indépendantes et commissions	+6
Subventions aux établissements publics	+24
Réforme de l'État	-6
AFP	+7
Aides à la presse	+8
Compensation pour exonérations de redevance télévision	+777
Équipement du SGG	+6
Logement en Île-de-France	+30
Crédits sociaux	-145
Cités administratives	+21

### Analyse des principales autorisations de programme

SGG	20	30
Réforme de l'État	10	0
Actions interministérielles	220	65
Cités administratives	146	151

#### II. Secrétariat général de la défense nationale

Dépenses ordinaires	111	123	+12
(Autorisations de programme)	(21)	(50)	(+29)
Crédits de paiement	20	33	13
<b>Total des crédits</b>	<b>131</b>	<b>156</b>	<b>+25</b>

### Analyse des principaux écarts en crédits

Personnel	+7
Fonctionnement	+4
Équipement et matériel	+14

(en millions de francs)

	Rappel LFI 1999	2000	Ecart
--	-----------------	------	-------

#### Analyse des principales autorisations de programme

Programme civil de défense	8	30	
Centre de transmissions gouvernemental	8	10	
Service central de sécurité des systèmes d'information (SCSSI)	5	10	

#### III. Conseil économique et social

Dépenses ordinaires	177	185	+8
(Autorisations de programme)	(6)	(4)	(-2)
Crédits de paiement	6	4	-2
<b>Total des crédits</b>	<b>183</b>	<b>189</b>	<b>+6</b>

#### Analyse des principaux écarts en crédits

Personnel		+8
Palais d'Iéna		-2

#### Analyse des principales autorisations de programme

Rénovation du palais d'Iéna	6	4	
-----------------------------	---	---	--

#### IV. Plan

Dépenses ordinaires	149	155	+6
(Autorisations de programme)	(2)	(3)	(+1)
Crédits de paiement	4	5	1
<b>Total des crédits</b>	<b>153</b>	<b>160</b>	<b>+7</b>

#### Analyse des principaux écarts en crédits

Fonctionnement		+6
----------------	--	----

#### Analyse des principales autorisations de programme

Recherche en socio-économie	2	3	
-----------------------------	---	---	--

**1. Comparaison, par ministère,  
des crédits totaux prévus pour 2000  
à ceux ouverts en 1999  
(tableaux annexes)**

(DO + CP ; en millions F)

Ministères	LFI 1999	PLF 2000 (structure constante)	Évol. en %	PLF 2000
Affaires étrangères	20.812	20.945	+0,6	20.945
Agriculture et pêche (hors BAPSA)	28.197	28.048	-0,5	29.032
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>				
I. Aménagement du territoire	1.803	1.930	+7,1	1.930
II. Environnement	3.957	4.298	+8,6	4.298
Anciens combattants	25.510	25.009	-2,0	24.060
Charges communes (y c. BAPSA)	363.340	359.668	-1,0	353.224
Culture et communication	15.710	16.039	+2,1	16.039
Économie, finances et industrie	76.314	77.656	+1,8	90.741
<i>Éducation nationale, recherche et technologie :</i>				
I. Enseignement scolaire	298.179	308.498	+3,5	308.498
II. Enseignement supérieur	51.121	52.463	+2,6	52.463
III. Recherche et technologie	40.011	39.828	-0,5	39.861
<i>Emploi et solidarité :</i>				
I. Emploi	162.051	161.550	-0,3	122.060
II. Santé et solidarité	80.177	90.810	+13,3	90.815
III. Ville	1.012	1.278	+26,3	1.415
<i>Équipement, transports et logement :</i>				
<i>I. Services communs</i>	<i>23.193</i>	<i>23.551</i>	<i>+1,5</i>	<i>24.505</i>
<i>II. Urbanisme et logement</i>	<i>45.463</i>	<i>47.885</i>	<i>+5,3</i>	<i>48.196</i>
<i>III. Transports :</i>				
<i>1. Transports terrestres</i>	<i>45.182</i>	<i>45.201</i>	<i>-</i>	<i>45.267</i>
<i>2. Routes</i>	<i>7.041</i>	<i>6.192</i>	<i>-12,0</i>	<i>6.369</i>
<i>3. Sécurité routière</i>	<i>455</i>	<i>534</i>	<i>+17,3</i>	<i>534</i>
<i>4. Transport aérien et météorologie</i>	<i>2.811</i>	<i>2.811</i>	<i>-</i>	<i>2.811</i>
<i>IV. Mer</i>	<i>6.282</i>	<i>6.321</i>	<i>+0,6</i>	<i>6.321</i>
<i>V. Tourisme</i>	<i>393</i>	<i>423</i>	<i>+7,7</i>	<i>423</i>
Intérieur et décentralisation (hors collectivités locales)	53.204	54.157	+1,8	54.757
Collectivités locales	35.340	26.413	N.S.	31.017
Jeunesse et sports	3.047	3.154	+3,5	3.154
Justice	26.265	27.291	+3,9	27.291
Outre-mer	5.604	6.365	+13,6	6.365
<i>Services du Premier ministre :</i>				
I. Services généraux	4.095	4.826	+17,9	4.856
II. Secrétariat général de la défense nationale	131	156	+19,5	156
III. Conseil économique et social	183	189	+3,3	189
IV. Plan	153	160	+4,2	160
<b>Total pour les budgets civils</b>	<b>1.427.035</b>	<b>1.443.651</b>	<b>+1,2</b>	<b>1.417.753</b>
Défense	243.524	241.882	-0,7	242.831
<b>Total pour le budget général</b>	<b>1.670.559</b>	<b>1.685.533</b>	<b>+0,9</b>	<b>1.660.584</b>
Solde des comptes spéciaux du Trésor	-3.114	-2.998	-3,7	-2.998
<b>Total des charges nettes</b>	<b>1.667.445</b>	<b>1.682.534</b>	<b>+0,9</b>	<b>1.657.586</b>

## Crédits totaux par ministère, en euros

(DO + CP : en M€)

Ministères	LFI 1999	PLF 2000 (structure constante)	Évol. en %	PLF 2000
Affaires étrangères	3.173	3.193	+0,6	3.193
Agriculture et pêche (hors BAPSA)	4.299	4.276	-0,5	4.426
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>				
I. Aménagement du territoire	275	294	+7,1	294
II. Environnement	603	655	+8,6	655
Anciens combattants	3.889	3.813	-2,0	3.668
Charges communes (y c. BAPSA)	55.391	54.831	-1,0	53.849
Culture et communication	2.395	2.445	+2,1	2.445
Économie, finances et industrie	11.634	11.839	+1,8	13.833
<i>Éducation nationale, recherche et technologie :</i>				
I. Enseignement scolaire	45.457	47.030	+3,5	47.030
II. Enseignement supérieur	7.793	7.998	+2,6	7.998
III. Recherche et technologie	6.100	6.072	-0,5	6.077
<i>Emploi et solidarité :</i>				
I. Emploi	24.705	24.628	-0,3	18.608
II. Santé et solidarité	12.223	13.844	+13,3	13.845
III. Ville	154	195	+26,3	216
<i>Équipement, transports et logement :</i>				
I. Services communs	3.536	3.590	+1,5	3.736
II. Urbanisme et logement	6.931	7.300	+5,3	7.347
III. Transports :				
1. Transports terrestres	6.888	6.891	-	6.901
2. Routes	1.073	944	-12,0	971
3. Sécurité routière	69	81	+17,3	81
4. Transport aérien et météorologie	429	429	-	429
IV. Mer	958	964	+0,6	964
V. Tourisme	60	65	+7,7	65
Intérieur et décentralisation (hors collectivités locales)	8.111	8.256	+1,8	8.348
Collectivités locales	5.388	4.027	N.S.	4.729
Jeunesse et sports	464	481	+3,5	481
Justice	4.004	4.161	+3,9	4.161
Outre-mer	854	970	+13,6	970
<i>Services du Premier ministre :</i>				
I. Services généraux	624	736	+17,9	740
II. Secrétariat général de la défense nationale	20	24	+19,5	24
III. Conseil économique et social	28	29	+3,3	29
IV. Plan	23	24	+4,2	24
<b>Total pour les budgets civils</b>	<b>217.550</b>	<b>220.083</b>	<b>+1,2</b>	<b>216.135</b>
Défense	37.125	36.875	-0,7	37.019
<b>Total pour le budget général</b>	<b>254.675</b>	<b>256.958</b>	<b>+0,9</b>	<b>253.154</b>
Solde des comptes spéciaux du Trésor	-475	-457	-3,7	-457
<b>Total des charges nettes</b>	<b>254.200</b>	<b>256.501</b>	<b>+0,9</b>	<b>252.697</b>



**2. Créations et suppressions d'emplois budgétaires prévues  
pour 2000 (tableau annexe)**

	Emplois 1999	Créations	Suppres- -sions	Solde
<b>Budgets civils :</b>				
Affaires étrangères	9.474	230	-234	-4
Agriculture et pêche	30.243	543	-705	-162
<i>Aménag. du territoire et environnement :</i>				
I. Aménagement du territoire	141			
II. Environnement	2.551	140		140
Anciens combattants	2.178		-172	-172
Charges communes	16			
Culture et communication	14.679	450	-350	100
Économie, finances et industrie	180.432		-654	-654
<i>Éducation nat., recherche et technologie :</i>				
I. Enseignement scolaire	941.567	4.301	-4.319	-18
II. Enseignement supérieur	127.387	1.668	-1.674	-6
<i>Emploi et solidarité :</i>				
I. Emploi	9.985	156	-26	130
II. Santé et solidarité	14.325	144	-34	110
Équipement, transports et logement :				
I. Services communs	98.341		-385	-385
IV. Mer (hors appelés)	2.380	315	-318	-3
V. Tourisme	323		-2	-2
Intérieur et décentr. (hors appelés et volontaires)	162.961	100	-174	-74
Jeunesse et sports	6.731		-7	-7
Justice	61.794	1.239	-2	1.237
Outre-mer (hors appelés et volontaires)	3.079			0
<i>Services du Premier ministre :</i>				
I. Services généraux	1.402	20		20
II. Secrét. gén. de la défense nationale (hors appelés)	222	5	-6	-1
IV. Plan	210		-2	-2
<b>Totaux pour les budgets civils</b>	<b>1.670.421</b>	<b>9.311</b>	<b>-9.064</b>	<b>247</b>
<b>Professionnalisation des emplois militaires :</b>				
DÉFENSE (hors appelés et volontaires)	415.747	8.969	-6.765	2.204
FLUX D'ENGAGÉS DANS LES MINISTÈRES CIVILS :				
Mer (police maritime)		192	-80	112
Intérieur (sécurité civile)		10		10
Outre-mer (SMA)		182	-80	182
Outre-mer (SMA)				-80
APPELÉS ET VOLONTAIRES :	110.374	7.283	-39.364	-32.081
Défense	103.517	6.500	-36.269	-29.769
Mer (police maritime)	41		-20	-20
Intérieur (police et sécurité civile)	4.336	183	-2.075	-1.892
Outre-mer (SMA)	2.468	600	-1.000	-400
Secrét. gén. de la défense nationale	12			0
<b>Totaux pour les emplois militaires</b>	<b>526.121</b>	<b>16.444</b>	<b>-46.209</b>	<b>-29.765</b>
<b>Budgets annexes</b>	<b>11.181</b>	<b>119</b>		<b>119</b>

**3. Comparaison, par titre et par ministère,  
pour les dépenses ordinaires,  
des crédits prévus pour 2000  
à ceux ouverts en 1999  
(tableaux annexes)**

## Titre I Dette publique et dépenses en atténuation de recettes

Ministères ou services	1999			2000	Différence 1999/2000
	Services votés	Mesures nouvelles	Total		
Affaires étrangères					
Agriculture et pêche					
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>					
I. Aménagement du territoire					
II. Environnement					
Anciens combattants					
Charges communes	563.403.076.946	566.868.222.676	19.219.780.000	586.088.002.676	+22.684.925.730
Culture et communication					
Economie, finances et industrie :					
I. <i>Economie, finances et industrie</i>					
II. <i>Industrie (ancien)</i>					
III. <i>Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat (ancien)</i>					
<i>Éducation nationale, recherche et technologie :</i>					
I. Enseignement scolaire					
II. Enseignement supérieur					
III. Recherche et technologie					
<i>Emploi et solidarité :</i>					
I. Emploi					
II. Santé et solidarité					
III. Ville					
<i>Équipement, transports et logement :</i>					
I. <i>Services communs</i>					
II. <i>Urbanisme et logement</i>					
III. <i>Transports</i>					
1. <i>Transports terrestres</i>					
2. <i>Routes</i>					
3. <i>Sécurité routière</i>					
4. <i>Transport aérien et météorologie</i>					
IV. <i>Mer</i>					
V. <i>Tourisme</i>					
Intérieur et décentralisation					
Jeunesse et sports					
Justice					
Outre-mer					
<i>Services du Premier ministre :</i>					
I. Services généraux					
II. Secrétariat général de la défense nationale					
III. Conseil économique et social					
IV. Plan					
<b>Total général</b>	<b>563.403.076.946</b>	<b>566.868.222.676</b>	<b>19.219.780.000</b>	<b>586.088.002.676</b>	<b>+22.684.925.730</b>

## Titre II Pouvoirs publics

Ministères ou services	1999			2000	Différence 1999/2000
	Services votés	Mesures nouvelles	Total	Total	
Affaires étrangères					
Agriculture et pêche					
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>					
I. Aménagement du territoire					
II. Environnement					
Anciens combattants					
Charges communes	4.501.750.500	4.501.750.500	95.899.000	4.597.649.500	+95.899.000
Culture et communication					
Economie, finances et industrie :					
I. <i>Economie, finances et industrie</i>					
II. <i>Industrie (ancien)</i>					
III. <i>Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat (ancien)</i>					
<i>Éducation nationale, recherche et technologie :</i>					
I. Enseignement scolaire					
II. Enseignement supérieur					
III. Recherche et technologie					
<i>Emploi et solidarité :</i>					
I. Emploi					
II. Santé et solidarité					
III. Ville					
<i>Équipement, transports et logement :</i>					
I. <i>Services communs</i>					
II. <i>Urbanisme et logement</i>					
III. <i>Transports</i>					
1. <i>Transports terrestres</i>					
2. <i>Routes</i>					
3. <i>Sécurité routière</i>					
4. <i>Transport aérien et météorologie</i>					
IV. <i>Mer</i>					
V. <i>Tourisme</i>					
Intérieur et décentralisation					
Jeunesse et sports					
Justice					
Outre-mer					
<i>Services du Premier ministre :</i>					
I. Services généraux					
II. Secrétariat général de la défense nationale					
III. Conseil économique et social					
IV. Plan					
<b>Total général</b>	<b>4.501.750.500</b>	<b>4.501.750.500</b>	<b>95.899.000</b>	<b>4.597.649.500</b>	<b>+95.899.000</b>

## Titre III Moyens des services

Ministères ou services	1999		2000		Différence 1999/2000
		Services votés	Mesures nouvelles	Total	
Affaires étrangères	8.949.898.117	8.975.960.555	86.450.797	9.062.411.352	+112.513.235
Agriculture et pêche	10.230.645.213	10.336.282.611	831.861.434	11.168.144.045	+937.498.832
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>					
I. Aménagement du territoire	108.759.159	108.927.872	10.225.946	119.153.818	+10.394.659
II. Environnement	1.037.613.585	1.044.191.459	219.277.846	1.263.469.305	+225.855.720
Anciens combattants	1.206.942.369	1.203.768.026	-921.463.573	282.304.453	-924.637.916
Charges communes	86.945.363.000	88.025.478.000	3.182.440.000	91.207.918.000	+4.262.555.000
Culture et communication	7.342.657.978	7.376.394.278	173.840.935	7.550.235.213	+207.577.235
Economie, finances et industrie :					
I. Economie, finances et industrie	59.312.181.149	59.496.242.649	5.819.080.633	65.315.323.302	+6.003.142.153
II. Industrie (ancien)	1.014.464.723	1.013.765.196	-1.013.765.196	"	-1.014.464.723
III. Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat (ancien)					
Total	60.326.645.872	60.510.007.845	4.805.315.457	65.315.323.302	+4.988.677.430
<i>Éducation nationale, recherche et technologie :</i>					
I. Enseignement scolaire	253.448.952.059	260.635.482.693	1.838.768.554	262.474.251.247	+9.025.299.188
II. Enseignement supérieur	36.743.277.023	37.330.534.119	516.104.326	37.846.638.445	+1.103.361.422
III. Recherche et technologie	18.305.224.168	18.305.224.168	234.455.000	18.539.679.168	+234.455.000
<i>Emploi et solidarité :</i>					
I. Emploi	9.183.585.924	9.135.658.525	818.170.062	9.953.828.587	+770.242.663
II. Santé et solidarité	5.744.121.985	5.773.151.986	348.539.873	6.121.691.859	+377.569.874
III. Ville	113.970.000	113.970.000	4.822.661	118.792.661	+4.822.661
<i>Équipement, transports et logement :</i>					
I. Services communs	22.994.456.321	23.267.219.889	1.041.244.090	24.308.463.979	+1.314.007.658
II. Urbanisme et logement	34.237.307	34.237.307	74.749.562	108.986.869	+74.749.562
III. Transports					
1. Transports terrestres	7.777.000	7.777.000	143.000	7.920.000	+143.000
2. Routes	1.164.950.000	1.164.950.000	-7.000.000	1.157.950.000	-7.000.000
3. Sécurité routière	260.320.000	255.060.000	80.119.000	335.179.000	+74.859.000
4. Transport aérien et météorologie	1.145.950.000	1.145.950.000	-5.000.000	1.140.950.000	-5.000.000
Sous-total	2.578.997.000	2.573.737.000	68.262.000	2.641.999.000	+63.002.000
IV. Mer	589.648.400	594.396.458	7.355.740	601.752.198	+12.103.798
V. Tourisme	126.830.000	127.740.944	9.859.826	137.600.770	+10.770.770
Total	26.324.169.028	26.597.331.598	1.201.471.218	27.798.802.816	+1.474.633.788
Intérieur et décentralisation	51.673.244.468	51.870.194.502	603.694.841	52.473.889.343	+800.644.875
Jeunesse et sports	1.899.270.000	1.916.221.084	-4.723.269	1.911.497.815	+12.227.815
Justice	22.958.072.871	23.347.924.339	831.150.569	24.179.074.908	+1.221.002.037
Outre-mer	1.064.705.900	1.073.977.074	-8.307.562	1.065.669.512	+963.612
<i>Services du Premier ministre :</i>					
I. Services généraux	3.344.142.517	3.273.109.054	167.888.589	3.440.997.643	+96.855.126
II. Secrétariat général de la défense nationale	111.473.670	111.664.047	11.656.084	123.320.131	+11.846.461
III. Conseil économique et social	177.152.434	178.227.291	6.987.473	185.214.764	+8.062.330
IV. Plan	93.580.285	94.231.169	6.038.711	100.269.880	+6.689.595
<b>Total général</b>	<b>607.333.467.625</b>	<b>617.337.912.295</b>	<b>14.964.665.972</b>	<b>632.302.578.267</b>	<b>+24.969.110.642</b>

## Titre IV Interventions publiques

Ministères ou services	1999		2000		Différence 1999/2000
		Services votés	Mesures nouvelles	Total	
Affaires étrangères	9.768.858.278	9.732.822.278	-158.754.707	9.574.067.571	-194.790.707
Agriculture et pêche	22.403.168.167	21.531.508.167	-4.769.176.286	16.762.331.881	-5.640.836.286
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>					
I. Aménagement du territoire	295.375.000	294.840.000	160.160.000	455.000.000	+159.625.000
II. Environnement	510.973.180	506.017.180	72.704.394	578.721.574	+67.748.394
Anciens combattants	24.286.839.543	24.170.589.543	-393.200.280	23.777.389.263	-509.450.280
Charges communes	20.890.848.000	19.261.938.000	-1.783.574.000	17.478.364.000	-3.412.484.000
Culture et communication	4.808.238.355	4.783.797.355	148.858.432	4.932.655.787	+124.417.432
<i>Economie, finances et industrie :</i>					
I. Economie, finances et industrie	351.488.932	351.488.932	15.398.284.900	15.749.773.832	+15.398.284.900
II. Industrie (ancien)	8.957.784.000	8.957.684.000	-8.957.684.000	"	-8.957.784.000
III. Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat (ancien)	359.730.000	321.400.000	-321.400.000	"	-359.730.000
Total	9.669.002.932	9.630.572.932	6.119.200.900	15.749.773.832	+6.080.770.900
<i>Éducation nationale, recherche et technologie :</i>					
I. Enseignement scolaire	43.975.822.686	44.122.598.686	1.229.660.136	45.352.258.822	+1.376.436.136
II. Enseignement supérieur	8.715.204.135	9.162.044.135	45.704.374	9.207.748.509	+492.544.374
III. Recherche et technologie	7.478.496.000	7.475.746.000	577.374.000	8.053.120.000	+574.624.000
<i>Emploi et solidarité :</i>					
I. Emploi	152.323.417.307	152.304.380.307	-40.759.655.841	111.544.724.466	-40.778.692.841
II. Santé et solidarité	73.734.546.690	73.726.793.874	10.216.177.346	83.942.971.220	+10.208.424.530
III. Ville	658.300.000	656.800.000	330.230.000	987.030.000	+328.730.000
<i>Équipement, transports et logement :</i>					
I. Services communs	26.717.789	26.717.789	-16.218.509	10.499.280	-16.218.509
II. Urbanisme et logement	35.497.938.568	35.497.938.568	-246.075.568	35.251.863.000	-246.075.568
III. Transports					
1. Transports terrestres	44.198.271.000	44.198.271.000	-50.550.000	44.147.721.000	-50.550.000
2. Routes	108.000.000	108.000.000	2.000.000	110.000.000	+2.000.000
3. Sécurité routière	11.000.000	11.000.000	"	11.000.000	"
4. Transport aérien et météorologie					
Sous-total	44.317.271.000	44.317.271.000	-48.550.000	44.268.721.000	-48.550.000
IV. Mer	5.419.650.000	5.419.050.000	-67.430.132	5.351.619.868	-68.030.132
V. Tourisme	221.750.000	214.670.000	35.400.000	250.070.000	+28.320.000
Total	85.483.327.357	85.475.647.357	-342.874.209	85.132.773.148	-350.554.209
Intérieur et décentralisation	24.594.816.990	24.593.816.990	-3.593.354.140	21.000.462.850	-3.594.354.140
Jeunesse et sports	1.029.410.000	1.013.720.000	136.186.000	1.149.906.000	+120.496.000
Justice	1.743.173.609	1.759.052.609	34.025.000	1.793.077.609	+49.904.000
Outre-mer	2.871.438.000	2.871.388.000	780.628.860	3.652.016.860	+780.578.860
<i>Services du Premier ministre :</i>					
I. Services généraux	386.280.000	386.280.000	797.520.000	1.183.800.000	+797.520.000
II. Secrétariat général de la défense nationale					
III. Conseil économique et social					
IV. Plan	54.975.513	54.715.513	220.961	54.936.474	-39.039
<b>Total général</b>	<b>495.682.511.742</b>	<b>493.515.068.926</b>	<b>-31.151.939.060</b>	<b>462.363.129.866</b>	<b>-33.319.381.876</b>

## Récapitulatif générale des dépenses ordinaires

Ministères ou services	1999		2000		Différence 1999/2000
		Services votés	Mesures nouvelles	Total	
Affaires étrangères	18.718.756.395	18.708.782.833	-72.303.910	18.636.478.923	-82.277.472
Agriculture et pêche	32.633.813.380	31.867.790.778	-3.937.314.852	27.930.475.926	-4.703.337.454
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>					
I. Aménagement du territoire	404.134.159	403.767.872	170.385.946	574.153.818	+170.019.659
II. Environnement	1.548.586.765	1.550.208.639	291.982.240	1.842.190.879	+293.604.114
Anciens combattants	25.493.781.912	25.374.357.569	-1.314.663.853	24.059.693.716	-1.434.088.196
Charges communes	675.741.038.446	678.657.389.176	20.714.545.000	699.371.934.176	+23.630.895.730
Culture et communication	12.150.896.333	12.160.191.633	322.699.367	12.482.891.000	+331.994.667
<i>Economie, finances et industrie :</i>					
I. Economie, finances et industrie	59.663.670.081	59.847.731.581	21.217.365.553	81.065.097.134	+21.401.427.053
II. Industrie (ancien)	9.972.248.723	9.971.449.196	-9.971.449.196	"	-9.972.248.723
III. Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat (ancien)	359.730.000	321.400.000	-321.400.000	"	-359.730.000
Total	69.995.648.804	70.140.580.777	10.924.516.357	81.065.097.134	+11.069.448.330
<i>Éducation nationale, recherche et technologie :</i>					
I. Enseignement scolaire	297.424.774.745	304.758.081.379	3.068.428.690	307.826.510.069	+10.401.735.324
II. Enseignement supérieur	45.458.481.158	46.492.578.254	561.808.700	47.054.386.954	+1.595.905.796
III. Recherche et technologie	25.783.720.168	25.780.970.168	811.829.000	26.592.799.168	+809.079.000
<i>Emploi et solidarité :</i>					
I. Emploi	161.507.003.231	161.440.038.832	-39.941.485.779	121.498.553.053	-40.008.450.178
II. Santé et solidarité	79.478.668.675	79.499.945.860	10.564.717.219	90.064.663.079	+10.585.994.404
III. Ville	772.270.000	770.770.000	335.052.661	1.105.822.661	+333.552.661
<i>Équipement, transports et logement :</i>					
I. Services communs	23.021.174.110	23.293.937.678	1.025.025.581	24.318.963.259	+1.297.789.149
II. Urbanisme et logement	35.532.175.875	35.532.175.875	-171.326.006	35.360.849.869	-171.326.006
III. Transports					
1. Transports terrestres	44.206.048.000	44.206.048.000	-50.407.000	44.155.641.000	-50.407.000
2. Routes	1.272.950.000	1.272.950.000	-5.000.000	1.267.950.000	-5.000.000
3. Sécurité routière	271.320.000	266.060.000	80.119.000	346.179.000	+74.859.000
4. Transport aérien et météorologie	1.145.950.000	1.145.950.000	-5.000.000	1.140.950.000	-5.000.000
Sous-total	46.896.268.000	46.891.008.000	19.712.000	46.910.720.000	+14.452.000
IV. Mer	6.009.298.400	6.013.446.458	-60.074.392	5.953.372.066	-55.926.334
V. Tourisme	348.580.000	342.410.944	45.259.826	387.670.770	+39.090.770
Total	111.807.496.385	112.072.978.955	858.597.009	112.931.575.964	+1.124.079.579
Intérieur et décentralisation	76.268.061.458	76.464.011.492	-2.989.659.299	73.474.352.193	-2.793.709.265
Jeunesse et sports	2.928.680.000	2.929.941.084	131.462.731	3.061.403.815	+132.723.815
Justice	24.701.246.480	25.106.976.948	865.175.569	25.972.152.517	+1.270.906.037
Outre-mer	3.936.143.900	3.945.365.074	772.321.298	4.717.686.372	+781.542.472
<i>Services du Premier ministre :</i>					
I. Services généraux	3.730.422.517	3.659.389.054	965.408.589	4.624.797.643	+894.375.126
II. Secrétariat général de la défense nationale	111.473.670	111.664.047	11.656.084	123.320.131	+11.846.461
III. Conseil économique et social	177.152.434	178.227.291	6.987.473	185.214.764	+8.062.330
IV. Plan	148.555.798	148.946.682	6.259.672	155.206.354	+6.650.556
<b>Total général</b>	<b>1.670.920.806.813</b>	<b>1.682.222.954.397</b>	<b>3.128.405.912</b>	<b>1.685.351.360.309</b>	<b>+14.430.553.496</b>

**4. Comparaison, par titre et par ministère,  
des autorisations de programme et crédits de paiement  
prévus pour 2000  
à ceux ouverts en 1999  
(tableaux annexes)**

## Titre V Investissements exécutés par l'Etat

Ministères ou services	Autorisations de programme	
	1999	2000
Affaires étrangères	281.000.000	478.000.000
Agriculture et pêche	86.900.000	81.900.000
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>		
I. Aménagement du territoire		
II. Environnement	344.410.000	341.785.000
Anciens combattants	21.250.000	"
Charges communes	"	"
Culture et communication	1.966.290.000	2.024.100.000
Economie, finances et industrie :		
I. Economie, finances et industrie	907.550.000	1.607.450.000
II. Industrie (ancien)	34.000.000	"
III. Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat (ancien)		
Total	941.550.000	1.607.450.000
<i>Éducation nationale, recherche et technologie :</i>		
I. Enseignement scolaire	623.000.000	621.500.000
II. Enseignement supérieur	651.860.000	700.000.000
III. Recherche et technologie	5.000.000	7.000.000
<i>Emploi et solidarité :</i>		
I. Emploi	75.000.000	64.900.000
II. Santé et solidarité	89.600.000	96.000.000
III. Ville	18.000.000	6.000.000
<i>Équipement, transports et logement :</i>		
I. Services communs	89.850.000	107.200.000
II. Urbanisme et logement	121.908.000	267.400.000
III. Transports		
1. Transports terrestres	22.000.000	23.000.000
2. Routes	4.637.350.000	5.784.650.000
3. Sécurité routière	180.000.000	186.000.000
4. Transport aérien et météorologie	1.836.000.000	1.756.000.000
Sous-total	6.675.350.000	7.749.650.000
IV. Mer	291.250.000	487.250.000
V. Tourisme	"	"
Total	7.178.358.000	8.611.500.000
Intérieur et décentralisation	1.733.500.000	1.698.000.000
Jeunesse et sports	54.710.000	40.000.000
Justice	1.732.000.000	1.550.000.000
Outre-mer	36.470.000	39.500.000
<i>Services du Premier ministre :</i>		
I. Services généraux	396.000.000	246.000.000
II. Secrétariat général de la défense nationale	21.000.000	50.000.000
III. Conseil économique et social	6.000.000	4.000.000
IV. Plan		
<b>Total général</b>	<b>16.261.898.000</b>	<b>18.267.635.000</b>

Crédits de paiement			
1999	Services votés	Mesures nouvelles	2000 Total
278.054.000	249.000.000	149.000.000	398.000.000
84.540.000	58.070.000	24.570.000	82.640.000
283.951.000	170.679.000	116.020.000	286.699.000
16.175.000	"	"	"
349.000.000	"	"	"
1.567.305.000	1.356.059.000	515.633.000	1.871.692.000
978.350.000	629.650.000	1.158.870.000	1.788.520.000
34.000.000	"	"	"
1.012.350.000	629.650.000	1.158.870.000	1.788.520.000
647.960.000	185.000.000	397.200.000	582.200.000
877.650.000	250.000.000	210.000.000	460.000.000
4.000.000	2.500.000	3.500.000	6.000.000
75.000.000	40.400.000	33.900.000	74.300.000
79.575.000	58.150.000	46.800.000	104.950.000
16.000.000	4.000	6.000.000	6.004.000
84.274.000	55.769.000	41.300.000	97.069.000
113.766.000	59.285.000	104.620.000	163.905.000
20.140.000	15.000.000	6.900.000	21.900.000
5.588.270.000	2.288.220.000	2.661.830.000	4.950.050.000
179.680.000	72.000.000	111.600.000	183.600.000
1.411.057.000	337.200.000	1.062.800.000	1.400.000.000
7.199.147.000	2.712.420.000	3.843.130.000	6.555.550.000
253.020.000	190.100.000	152.280.000	342.380.000
"	"	"	"
7.650.207.000	3.017.574.000	4.141.330.000	7.158.904.000
1.347.500.000	1.198.900.000	422.100.000	1.621.000.000
48.210.000	17.000.000	27.500.000	44.500.000
1.563.600.000	811.000.000	504.000.000	1.315.000.000
36.321.000	17.530.000	22.220.000	39.750.000
364.630.000	37.000.000	194.630.000	231.630.000
19.378.000	8.000.000	25.000.000	33.000.000
6.000.000	"	4.000.000	4.000.000
<b>16.327.406.000</b>	<b>8.106.516.000</b>	<b>8.002.273.000</b>	<b>16.108.789.000</b>

## Titre VI Subventions d'investissement accordées par l'Etat

Ministères ou services	Autorisations de programme	
	1999	2000
Affaires étrangères	2.316.500.000	2.313.000.000
Agriculture et pêche	893.400.000	1.180.240.000
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>		
I. Aménagement du territoire	1.603.700.000	1.536.000.000
II. Environnement	2.199.140.000	2.352.482.000
Anciens combattants		
Charges communes	2.662.000.000	"
Culture et communication	1.571.961.000	1.678.400.000
Economie, finances et industrie :		
I. Economie, finances et industrie	"	7.383.000.000
II. Industrie (ancien)	5.614.800.000	"
III. Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat (ancien)	25.900.000	"
Total	5.640.700.000	7.383.000.000
<i>Éducation nationale, recherche et technologie :</i>		
I. Enseignement scolaire	85.000.000	88.500.000
II. Enseignement supérieur	4.375.960.000	5.201.060.000
III. Recherche et technologie	14.028.292.000	13.458.250.000
<i>Emploi et solidarité :</i>		
I. Emploi	447.830.000	498.400.000
II. Santé et solidarité	594.395.000	443.000.000
III. Ville	396.230.000	531.000.000
<i>Équipement, transports et logement :</i>		
I. Services communs	85.565.000	88.930.000
II. Urbanisme et logement	13.089.736.000	13.208.670.000
III. Transports		
1. Transports terrestres	1.006.000.000	1.288.000.000
2. Routes	149.900.000	61.500.000
3. Sécurité routière	4.000.000	3.600.000
4. Transport aérien et météorologie	254.000.000	280.000.000
Sous-total	1.413.900.000	1.633.100.000
IV. Mer	22.200.000	33.200.000
V. Tourisme	59.130.000	59.000.000
Total	14.670.531.000	15.022.900.000
Intérieur et décentralisation	11.174.394.000	10.937.564.000
Jeunesse et sports	69.706.000	60.000.000
Justice	"	21.500.000
Outre-mer	1.841.500.000	1.802.414.000
<i>Services du Premier ministre :</i>		
I. Services généraux		
II. Secrétariat général de la défense nationale		
III. Conseil économique et social		
IV. Plan	2.000.000	3.000.000
<b>Total général</b>	<b>64.573.239.000</b>	<b>64.510.710.000</b>

<b>Crédits de paiement</b>			
<b>1999</b>	<b>Services votés</b>	<b>Mesures nouvelles</b>	<b>2000 Total</b>
1.814.905.000	1.450.000.000	461.000.000	1.911.000.000
840.680.000	589.004.000	430.080.000	1.019.084.000
1.398.700.000	895.200.000	460.800.000	1.356.000.000
2.124.238.000	268.109.000	1.900.598.000	2.168.707.000
4.561.900.000	1.750.000.000	"	1.750.000.000
1.991.911.000	787.055.000	897.575.000	1.684.630.000
"	5.774.270.000	2.113.280.000	7.887.550.000
5.276.900.000	"	"	"
28.900.000	"	"	"
5.305.800.000	5.774.270.000	2.113.280.000	7.887.550.000
106.200.000	35.000.000	54.000.000	89.000.000
4.785.040.000	1.807.300.000	3.141.260.000	4.948.560.000
14.223.332.000	1.705.989.000	11.555.951.000	13.261.940.000
469.330.000	248.440.000	239.040.000	487.480.000
619.105.000	541.151.000	104.500.000	645.651.000
223.230.000	159.300.000	144.200.000	303.500.000
87.999.000	39.535.000	49.265.000	88.800.000
9.816.993.000	6.852.510.000	5.818.500.000	12.671.010.000
955.500.000	698.900.000	390.700.000	1.089.600.000
179.300.000	130.000.000	20.800.000	150.800.000
4.000.000	1.600.000	2.160.000	3.760.000
253.943.000	"	270.000.000	270.000.000
1.392.743.000	830.500.000	683.660.000	1.514.160.000
19.700.000	5.000.000	20.700.000	25.700.000
44.630.000	18.000.000	17.700.000	35.700.000
11.362.065.000	7.745.545.000	6.589.825.000	14.335.370.000
10.928.709.000	4.539.361.000	6.139.372.000	10.678.733.000
69.706.000	"	48.000.000	48.000.000
"	"	4.000.000	4.000.000
1.631.558.000	1.007.534.000	599.864.000	1.607.398.000
4.830.000	3.400.000	1.200.000	4.600.000
<b>62.461.239.000</b>	<b>29.306.658.000</b>	<b>34.884.545.000</b>	<b>64.191.203.000</b>

## Titre VII Réparation des dommages de guerre

Ministères ou services	Autorisations de programme	
	1999	2000

Affaires étrangères		
Agriculture et pêche		
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>		
I. Aménagement du territoire		
II. Environnement		
Anciens combattants		
Charges communes		
Culture et communication		
Economie, finances et industrie :		
I. <i>Economie, finances et industrie</i>		
II. <i>Industrie (ancien)</i>		
III. <i>Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat (ancien)</i>		
<i>Éducation nationale, recherche et technologie :</i>		
I. Enseignement scolaire		
II. Enseignement supérieur		
III. Recherche et technologie		
<i>Emploi et solidarité :</i>		
I. Emploi		
II. Santé et solidarité		
III. Ville		
Équipement, transports et logement :		
I. <i>Services communs</i>	"	"
II. <i>Urbanisme et logement</i>		
III. <i>Transports</i>		
1. <i>Transports terrestres</i>		
2. <i>Routes</i>		
3. <i>Sécurité routière</i>		
4. <i>Transport aérien et météorologie</i>		
IV. <i>Mer</i>		
V. <i>Tourisme</i>		
Intérieur et décentralisation		
Jeunesse et sports		
Justice		
Outre-mer		
<i>Services du Premier ministre :</i>		
I. Services généraux		
II. Secrétariat général de la défense nationale		
III. Conseil économique et social		
IV. Plan		
<b>Total général</b>	"	"



		Crédits de paiement	
1999	Services votés	Mesures nouvelles	2000 Total

" " " "

" " " "

## Récapitulation générale des dépenses en capital

	Autorisations de programme	
	1999	2000
Ministères ou services		
Affaires étrangères	2.597.500.000	2.791.000.000
Agriculture et pêche	980.300.000	1.262.140.000
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>		
I. Aménagement du territoire	1.603.700.000	1.536.000.000
II. Environnement	2.543.550.000	2.694.267.000
Anciens combattants	21.250.000	"
Charges communes	2.662.000.000	"
Culture et communication	3.538.251.000	3.702.500.000
Economie, finances et industrie :		
I. Economie, finances et industrie	907.550.000	8.990.450.000
II. Industrie (ancien)	5.648.800.000	"
III. Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat (ancien)	25.900.000	"
Total	6.582.250.000	8.990.450.000
<i>Éducation nationale, recherche et technologie :</i>		
I. Enseignement scolaire	708.000.000	710.000.000
II. Enseignement supérieur	5.027.820.000	5.901.060.000
III. Recherche et technologie	14.033.292.000	13.465.250.000
<i>Emploi et solidarité :</i>		
I. Emploi	522.830.000	563.300.000
II. Santé et solidarité	683.995.000	539.000.000
III. Ville	414.230.000	537.000.000
<i>Équipement, transports et logement :</i>		
I. Services communs	175.415.000	196.130.000
II. Urbanisme et logement	13.211.644.000	13.476.070.000
III. Transports		
1. Transports terrestres	1.028.000.000	1.311.000.000
2. Routes	4.787.250.000	5.846.150.000
3. Sécurité routière	184.000.000	189.600.000
4. Transport aérien et météorologie	2.090.000.000	2.036.000.000
Sous-total	8.089.250.000	9.382.750.000
IV. Mer	313.450.000	520.450.000
V. Tourisme	59.130.000	59.000.000
Total	21.848.889.000	23.634.400.000
Intérieur et décentralisation	12.907.894.000	12.635.564.000
Jeunesse et sports	124.416.000	100.000.000
Justice	1.732.000.000	1.571.500.000
Outre-mer	1.877.970.000	1.841.914.000
<i>Services du Premier ministre :</i>		
I. Services généraux	396.000.000	246.000.000
II. Secrétariat général de la défense nationale	21.000.000	50.000.000
III. Conseil économique et social	6.000.000	4.000.000
IV. Plan	2.000.000	3.000.000
<b>Total général</b>	<b>80.835.137.000</b>	<b>82.778.345.000</b>

Crédits de paiement			
1999			2000
	Services votés	Mesures nouvelles	Total
2.092.959.000	1.699.000.000	610.000.000	2.309.000.000
925.220.000	647.074.000	454.650.000	1.101.724.000
1.398.700.000	895.200.000	460.800.000	1.356.000.000
2.408.189.000	438.788.000	2.016.618.000	2.455.406.000
16.175.000	"	"	"
4.910.900.000	1.750.000.000	"	1.750.000.000
3.559.236.000	2.143.114.000	1.413.208.000	3.556.322.000
978.350.000	6.403.920.000	3.272.150.000	9.676.070.000
5.310.900.000	"	"	"
28.900.000	"	"	"
6.318.150.000	6.403.920.000	3.272.150.000	9.676.070.000
754.160.000	220.000.000	451.200.000	671.200.000
5.662.690.000	2.057.300.000	3.351.260.000	5.408.560.000
14.227.332.000	1.708.489.000	11.559.451.000	13.267.940.000
544.330.000	288.840.000	272.940.000	561.780.000
698.680.000	599.301.000	151.300.000	750.601.000
239.230.000	159.304.000	150.200.000	309.504.000
172.273.000	95.304.000	90.565.000	185.869.000
9.930.759.000	6.911.795.000	5.923.120.000	12.834.915.000
975.640.000	713.900.000	397.600.000	1.111.500.000
5.767.570.000	2.418.220.000	2.682.630.000	5.100.850.000
183.680.000	73.600.000	113.760.000	187.360.000
1.665.000.000	337.200.000	1.332.800.000	1.670.000.000
8.591.890.000	3.542.920.000	4.526.790.000	8.069.710.000
272.720.000	195.100.000	172.980.000	368.080.000
44.630.000	18.000.000	17.700.000	35.700.000
19.012.272.000	10.763.119.000	10.731.155.000	21.494.274.000
12.276.209.000	5.738.261.000	6.561.472.000	12.299.733.000
117.916.000	17.000.000	75.500.000	92.500.000
1.563.600.000	811.000.000	508.000.000	1.319.000.000
1.667.879.000	1.025.064.000	622.084.000	1.647.148.000
364.630.000	37.000.000	194.630.000	231.630.000
19.378.000	8.000.000	25.000.000	33.000.000
6.000.000	"	4.000.000	4.000.000
4.830.000	3.400.000	1.200.000	4.600.000
<b>78.788.645.000</b>	<b>37.413.174.000</b>	<b>42.886.818.000</b>	<b>80.299.992.000</b>



**5. Échéancier prévu des  
ouvertures de crédits de paiement en regard  
des autorisations de programme anciennes et nouvelles  
(tableaux annexes)**

## Titre V Investissements exécutés par l'Etat

Ministères ou services	Autorisations de programme en compte au 1er		Crédits de paiement	
	janvier 1999	1999 et années antérieures	2000	2001
Affaires étrangères	5.310.111	4.557.427	249.000	201.474
Agriculture et pêche	1.138.601	987.927	58.070	18.674
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>				
I. Aménagement du territoire				
II. Environnement	2.234.963	1.819.861	170.679	80.138
Anciens combattants	"	"	"	"
Charges communes	"	"	"	"
Culture et communication	20.131.642	16.192.856	1.356.059	855.000
<i>Economie, finances et industrie :</i>				
I. Economie, finances et industrie	34.888.341	30.390.911	629.650	1.339.415
II. Industrie (ancien)	"	"	"	"
III. Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat (ancien)				
Total	34.888.341	30.390.911	629.650	1.339.415
<i>Éducation nationale, recherche et technologie :</i>				
I. Enseignement scolaire	7.663.256	7.268.370	185.000	70.001
II. Enseignement supérieur	14.000.246	13.166.856	250.000	194.463
III. Recherche et technologie	34.860	25.024	2.500	"
<i>Emploi et solidarité :</i>				
I. Emploi	520.019	469.187	40.400	10.432
II. Santé et solidarité	752.667	673.870	58.150	20.647
III. Ville	30.786	30.782	4	"
<i>Équipement, transports et logement :</i>				
I. Services communs	3.506.217	3.346.872	55.769	67.731
II. Urbanisme et logement	3.910.911	3.670.769	59.285	8.080
<i>III. Transports</i>				
1. Transports terrestres	3.182.016	2.834.235	15.000	12.107
2. Routes	165.800.793	156.945.527	2.288.220	2.323.574
3. Sécurité routière	3.531.377	3.153.521	72.000	101.956
4. Transport aérien et météorologie	31.965.212	30.294.243	337.200	245.000
Sous-total	204.479.398	193.227.526	2.712.420	2.682.637
IV. Mer	5.372.719	5.014.705	190.100	83.997
V. Tourisme	8.382	7.268	"	1.114
Total	217.277.627	205.267.140	3.017.574	2.843.559
Intérieur et décentralisation	15.996.285	12.701.269	1.198.900	329.833
Jeunesse et sports	584.582	553.929	17.000	13.653
Justice	16.486.741	13.460.107	811.000	899.070
Outre-mer	529.696	454.921	17.530	19.081
<i>Services du Premier ministre :</i>				
I. Services généraux	1.813.124	1.485.763	37.000	141.861
II. Secrétariat général de la défense nationale	167.873	116.614	8.000	17.304
III. Conseil économique et social	13.000	13.000	"	"
IV. Plan				
<b>Total général</b>	<b>339.574.420</b>	<b>309.635.814</b>	<b>8.106.516</b>	<b>7.054.605</b>

correspondants		Autorisations de programme de 2000	(en milliers de francs) Crédits de paiement correspondants			
2002	2003 et ultérieurement		2000	2001	2002	2003 et ultérieurement
201.474	100.736	478.000	149.000	131.600	131.600	65.800
36.966	36.964	81.900	24.570	32.760	24.570	"
122.212	42.073	341.785	116.020	170.893	54.872	"
"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"
855.000	872.727	2.024.100	515.633	501.320	501.320	505.827
806.835	1.721.530	1.607.450	1.158.870	206.390	111.095	131.095
"	"	"	"	"	"	"
806.835	1.721.530	1.607.450	1.158.870	206.390	111.095	131.095
70.000	69.885	621.500	397.200	110.000	114.300	"
194.463	194.464	700.000	210.000	280.000	210.000	"
5.000	2.336	7.000	3.500	3.500	"	"
"	"	64.900	33.900	31.000	"	"
"	"	96.000	46.800	48.600	600	"
"	"	6.000	6.000	"	"	"
35.845	"	107.200	41.300	48.100	17.800	"
"	172.777	267.400	104.620	130.160	32.620	"
12.107	308.567	23.000	6.900	11.500	4.600	"
2.121.736	2.121.736	5.784.650	2.661.830	1.404.880	858.970	858.970
101.956	101.944	186.000	111.600	24.800	24.800	24.800
196.000	831.418	1.756.000	1.062.800	422.000	186.000	85.200
2.431.799	3.363.665	7.749.650	3.843.130	1.863.180	1.074.370	968.970
83.917	"	487.250	152.280	169.035	165.935	"
"	"	"	"	"	"	"
2.551.561	3.536.442	8.611.500	4.141.330	2.210.475	1.290.725	968.970
329.833	1.436.450	1.698.000	422.100	402.516	402.516	470.868
"	"	40.000	27.500	7.500	5.000	"
687.000	629.564	1.550.000	504.000	486.000	362.000	198.000
19.081	19.083	39.500	22.220	17.280	"	"
103.500	45.000	246.000	194.630	34.370	17.000	"
17.304	8.651	50.000	25.000	25.000	"	"
"	"	4.000	4.000	"	"	"
<b>6.000.229</b>	<b>8.715.905</b>	<b>18.267.635</b>	<b>8.002.273</b>	<b>4.699.204</b>	<b>3.225.598</b>	<b>2.340.560</b>

## Titre VI Subventions d'investissement accordées par l'Etat

Ministères ou services	Autorisations de programme en compte au 1er janvier 1999	Crédits de paiement		
		1999 et années antérieures	2000	2001
Affaires étrangères	13.834.464	6.529.967	1.450.000	1.782.056
Agriculture et pêche	15.274.903	12.469.438	589.004	341.248
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>				
I. Aménagement du territoire	15.434.370	8.375.748	895.200	1.849.086
II. Environnement	5.922.591	4.565.544	268.109	342.648
Anciens combattants				
Charges communes	58.462.885	33.230.385	1.750.000	3.095.000
Culture et communication	22.369.881	19.773.981	787.055	607.700
Economie, finances et industrie :				
I. Economie, finances et industrie	123.139.180	104.048.586	5.774.270	4.200.173
II. Industrie (ancien)	"	"	"	"
III. Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat (ancien)	"	"	"	"
Total	123.139.180	104.048.586	5.774.270	4.200.173
<i>Éducation nationale, recherche et technologie :</i>				
I. Enseignement scolaire	3.109.517	2.946.504	35.000	76.808
II. Enseignement supérieur	18.605.063	16.244.053	1.807.300	212.398
III. Recherche et technologie	80.020.661	72.371.878	1.705.989	604.516
<i>Emploi et solidarité :</i>				
I. Emploi	5.321.179	4.505.778	248.440	566.961
II. Santé et solidarité	7.947.747	6.163.226	541.151	515.000
III. Ville	4.375.917	2.940.521	159.300	382.829
<i>Équipement, transports et logement :</i>				
I. Services communs	1.398.677	1.252.982	39.535	54.003
II. Urbanisme et logement	174.852.252	69.153.979	6.852.510	1.058.853
III. Transports				
1. Transports terrestres	19.384.598	17.882.521	698.900	252.001
2. Routes	1.224.898	834.855	130.000	86.681
3. Sécurité routière	33.416	30.581	1.600	617
4. Transport aérien et météorologie	859.311	846.361	"	"
Sous-total	21.502.223	19.594.318	830.500	339.299
IV. Mer	897.064	853.583	5.000	19.280
V. Tourisme	369.659	184.244	18.000	50.224
Total	199.019.875	91.039.106	7.745.545	1.521.659
Intérieur et décentralisation	90.264.856	78.661.541	4.539.361	1.222.693
Jeunesse et sports	1.312.865	1.218.005	"	31.620
Justice	26.377	19.165	"	3.690
Outre-mer	24.261.436	16.873.262	1.007.534	1.633.842
<i>Services du Premier ministre :</i>				
I. Services généraux				
II. Secrétariat général de la défense nationale				
III. Conseil économique et social				
IV. Plan	21.650	15.219	3.400	909
<b>Total général</b>	<b>688.725.417</b>	<b>481.991.907</b>	<b>29.306.658</b>	<b>18.990.836</b>

correspondants		Autorisations de programme de 2000	(en milliers de francs) Crédits de paiement correspondants			
2002	2003 et ultérieurement		2000	2001	2002	2003 et ultérieurement
1.478.427	2.594.014	2.313.000	461.000	742.000	555.000	555.000
937.608	937.605	1.180.240	430.080	421.263	328.897	"
1.849.086	2.465.250	1.536.000	460.800	322.500	322.500	430.200
536.789	209.501	2.352.482	1.900.598	400.316	51.568	"
2.800.000	17.587.500	"	"	"	"	"
607.000	594.145	1.678.400	897.575	268.700	268.700	243.425
3.010.018	6.106.133	7.383.000	2.113.280	1.703.130	1.672.100	1.894.490
"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"
3.010.018	6.106.133	7.383.000	2.113.280	1.703.130	1.672.100	1.894.490
51.205	"	88.500	54.000	34.500	"	"
205.644	135.668	5.201.060	3.141.260	1.657.300	402.500	"
637.900	4.700.378	13.458.250	11.555.951	1.378.912	523.387	"
"	"	498.400	239.040	133.110	126.250	"
190.000	538.370	443.000	104.500	158.700	139.800	40.000
510.438	382.829	531.000	144.200	116.040	154.720	116.040
52.157	"	88.930	49.265	39.665	"	"
52.437	97.734.473	13.208.670	5.818.500	6.305.214	1.035.157	49.799
389.917	161.259	1.288.000	390.700	644.000	253.300	"
86.681	86.681	61.500	20.800	13.566	13.567	13.567
618	"	3.600	2.160	720	720	"
"	12.950	280.000	270.000	10.000	"	"
477.216	260.890	1.633.100	683.660	668.286	267.587	13.567
19.201	"	33.200	20.700	6.250	6.250	"
50.224	66.967	59.000	17.700	17.700	23.600	"
651.235	98.062.330	15.022.900	6.589.825	7.037.115	1.332.594	63.366
37.610	5.803.651	10.937.564	6.139.372	3.046.643	1.713.149	38.400
31.620	31.620	60.000	48.000	12.000	"	"
3.522	"	21.500	4.000	7.500	10.000	"
1.633.842	3.112.956	1.802.414	599.864	837.800	326.350	38.400
909	1.213	3.000	1.200	900	900	"
<b>15.172.853</b>	<b>143.263.163</b>	<b>64.510.710</b>	<b>34.884.545</b>	<b>18.278.429</b>	<b>7.928.415</b>	<b>3.419.321</b>

## Titre VII Réparation des dommages de guerre

Ministères ou services	Autorisations de programme en compte au 1er janvier 1999	Crédits de paiement		
		1999 et années antérieures	2000	2001
Affaires étrangères				
Agriculture et pêche				
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>				
I. Aménagement du territoire				
II. Environnement				
Anciens combattants				
Charges communes				
Culture et communication				
Economie, finances et industrie :				
I. <i>Economie, finances et industrie</i>				
II. <i>Industrie (ancien)</i>				
III. <i>Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat (ancien)</i>				
<i>Éducation nationale, recherche et technologie :</i>				
I. Enseignement scolaire				
II. Enseignement supérieur				
III. Recherche et technologie				
<i>Emploi et solidarité :</i>				
I. Emploi				
II. Santé et solidarité				
III. Ville				
Équipement, transports et logement :				
I. <i>Services communs</i>	97.753	35.413	"	30.000
II. <i>Urbanisme et logement</i>				
III. <i>Transports</i>				
1. <i>Transports terrestres</i>				
2. <i>Routes</i>				
3. <i>Sécurité routière</i>				
4. <i>Transport aérien et météorologie</i>				
IV. <i>Mer</i>				
V. <i>Tourisme</i>				
Total	97.753	35.413	"	30.000
Intérieur et décentralisation				
Jeunesse et sports				
Justice				
Outre-mer				
<i>Services du Premier ministre :</i>				
I. Services généraux				
II. Secrétariat général de la défense nationale				
III. Conseil économique et social				
IV. Plan				
<b>Total général</b>	<b>97.753</b>	<b>35.413</b>	<b>"</b>	<b>30.000</b>

correspondants		Autorisations de programme de 2000	(en milliers de francs) Crédits de paiement correspondants			
2002	2003 et ultérieurement		2000	2001	2002	2003 et ultérieurement
32.340	"	"	"	"	"	"
32.340	"	"	"	"	"	"
<b>32.340</b>	"	"	"	"	"	"

## Récapitulation générale des dépenses en capital

Ministères ou services	Autorisations de programme en compte au 1er		Crédits de paiement	
	janvier 1999	1999 et années antérieures	2000	2001
Affaires étrangères	19.144.575	11.087.394	1.699.000	1.983.530
Agriculture et pêche	16.413.504	13.457.365	647.074	359.922
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>				
I. Aménagement du territoire	15.434.370	8.375.748	895.200	1.849.086
II. Environnement	8.157.554	6.385.405	438.788	422.786
Anciens combattants	"	"	"	"
Charges communes	58.462.885	33.230.385	1.750.000	3.095.000
Culture et communication	42.501.523	35.966.837	2.143.114	1.462.700
Economie, finances et industrie :				
I. Economie, finances et industrie	158.027.521	134.439.497	6.403.920	5.539.588
II. Industrie (ancien)	"	"	"	"
III. Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat (ancien)	"	"	"	"
Total	158.027.521	134.439.497	6.403.920	5.539.588
<i>Éducation nationale, recherche et technologie :</i>				
I. Enseignement scolaire	10.772.773	10.214.874	220.000	146.809
II. Enseignement supérieur	32.605.309	29.410.909	2.057.300	406.861
III. Recherche et technologie	80.055.521	72.396.902	1.708.489	604.516
<i>Emploi et solidarité :</i>				
I. Emploi	5.841.198	4.974.965	288.840	577.393
II. Santé et solidarité	8.700.414	6.837.096	599.301	535.647
III. Ville	4.406.703	2.971.303	159.304	382.829
<i>Équipement, transports et logement :</i>				
I. Services communs	5.002.647	4.635.267	95.304	151.734
II. Urbanisme et logement	178.763.163	72.824.748	6.911.795	1.066.933
III. Transports				
1. Transports terrestres	22.566.614	20.716.756	713.900	264.108
2. Routes	167.025.691	157.780.382	2.418.220	2.410.255
3. Sécurité routière	3.564.793	3.184.102	73.600	102.573
4. Transport aérien et météorologie	32.824.523	31.140.604	337.200	245.000
Sous-total	225.981.621	212.821.844	3.542.920	3.021.936
IV. Mer	6.269.783	5.868.288	195.100	103.277
V. Tourisme	378.041	191.512	18.000	51.338
Total	416.395.255	296.341.659	10.763.119	4.395.218
Intérieur et décentralisation	106.261.141	91.362.810	5.738.261	1.552.526
Jeunesse et sports	1.897.447	1.771.934	17.000	45.273
Justice	16.513.118	13.479.272	811.000	902.760
Outre-mer	24.791.132	17.328.183	1.025.064	1.652.923
<i>Services du Premier ministre :</i>				
I. Services généraux	1.813.124	1.485.763	37.000	141.861
II. Secrétariat général de la défense nationale	167.873	116.614	8.000	17.304
III. Conseil économique et social	13.000	13.000	"	"
IV. Plan	21.650	15.219	3.400	909
<b>Total général</b>	<b>1.028.397.590</b>	<b>791.663.134</b>	<b>37.413.174</b>	<b>26.075.441</b>

correspondants		Autorisations de programme de 2000	(en milliers de francs) Crédits de paiement correspondants			
2002	2003 et ultérieurement		2000	2001	2002	2003 et ultérieurement
1.679.901	2.694.750	2.791.000	610.000	873.600	686.600	620.800
974.574	974.569	1.262.140	454.650	454.023	353.467	"
1.849.086	2.465.250	1.536.000	460.800	322.500	322.500	430.200
659.001	251.574	2.694.267	2.016.618	571.209	106.440	"
"	"	"	"	"	"	"
2.800.000	17.587.500	"	"	"	"	"
1.462.000	1.466.872	3.702.500	1.413.208	770.020	770.020	749.252
3.816.853	7.827.663	8.990.450	3.272.150	1.909.520	1.783.195	2.025.585
"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"
3.816.853	7.827.663	8.990.450	3.272.150	1.909.520	1.783.195	2.025.585
121.205	69.885	710.000	451.200	144.500	114.300	"
400.107	330.132	5.901.060	3.351.260	1.937.300	612.500	"
642.900	4.702.714	13.465.250	11.559.451	1.382.412	523.387	"
"	"	563.300	272.940	164.110	126.250	"
190.000	538.370	539.000	151.300	207.300	140.400	40.000
510.438	382.829	537.000	150.200	116.040	154.720	116.040
120.342	"	196.130	90.565	87.765	17.800	"
52.437	97.907.250	13.476.070	5.923.120	6.435.374	1.067.777	49.799
402.024	469.826	1.311.000	397.600	655.500	257.900	"
2.208.417	2.208.417	5.846.150	2.682.630	1.418.446	872.537	872.537
102.574	101.944	189.600	113.760	25.520	25.520	24.800
196.000	844.368	2.036.000	1.332.800	432.000	186.000	85.200
2.909.015	3.624.555	9.382.750	4.526.790	2.531.466	1.341.957	982.537
103.118	"	520.450	172.980	175.285	172.185	"
50.224	66.967	59.000	17.700	17.700	23.600	"
3.235.136	101.598.772	23.634.400	10.731.155	9.247.590	2.623.319	1.032.336
367.443	7.240.101	12.635.564	6.561.472	3.449.159	2.115.665	509.268
31.620	31.620	100.000	75.500	19.500	5.000	"
690.522	629.564	1.571.500	508.000	493.500	372.000	198.000
1.652.923	3.132.039	1.841.914	622.084	855.080	326.350	38.400
103.500	45.000	246.000	194.630	34.370	17.000	"
17.304	8.651	50.000	25.000	25.000	"	"
"	"	4.000	4.000	"	"	"
909	1.213	3.000	1.200	900	900	"
<b>21.205.422</b>	<b>151.979.068</b>	<b>82.778.345</b>	<b>42.886.818</b>	<b>22.977.633</b>	<b>11.154.013</b>	<b>5.759.881</b>



**II. Observations générales sur  
l'évolution des dépenses militaires  
et tableau annexe**

Le projet de budget de la Défense pour 2000 se décompose de la façon suivante :

- ◆ les crédits de paiement s'élèvent à 242.831 millions F :
  - 159.878 millions F pour les dépenses ordinaires
  - 82.953 millions F pour les dépenses en capital ;
- ◆ les autorisations de programme s'élèvent à 88.572 millions F :
  - 1.109 millions F pour les dépenses d'entretien programmé des matériels imputées sur le titre III
  - 87.463 millions F pour les dépenses en capital.

S'agissant du titre III :

- ◆ les crédits inscrits au titre des rémunérations et charges sociales s'établissent à 84.049 millions F et permettent de poursuivre la professionnalisation des armées ; le solde total des mouvements d'emplois s'établit à -25.590 emplois dont -23.695 au titre de l'application de la tranche annuelle de la loi de programmation militaire (+8.313 militaires du rang, +1.206 civils, +6.500 volontaires, -4.345 officiers et sous officiers, -35.639 appelés). Au-delà, les suppressions d'emplois résultent principalement d'une mesure expérimentale tendant à redéployer des emplois en crédits additionnels de sous-traitance (-1.590 emplois dont 450 appelés, +215 MF sur les crédits de sous-traitance). Par ailleurs, 513 emplois ont été supprimés au titre de diverses adaptations des effectifs aux besoins et le plan à moyen terme de la DCN se traduit par 1.000 suppressions d'emplois rémunérés sur ressources du compte de commerce. Un renforcement des moyens de la gendarmerie s'est traduit par la création de 50 emplois destinés au renforcement de la surveillance du réseau autoroutier et les effectifs du ministère de la défense ont été majorés de 2.005 emplois au titre de l'intégration des moyens du budget des Anciens combattants ;
- ◆ les crédits de pensions s'élèvent à 54.886 millions F ;
- ◆ les crédits de fonctionnement s'élèvent à 20.942 millions F, soit une diminution d'environ 1,4% (à structure constante) par rapport aux crédits inscrits en loi de finances initiale pour 1999. Cette évolution est inférieure à celle résultant de la réduction du format des armées (-5%).

S'agissant des titres V et VI, 87.463 millions F de crédits sont inscrits en autorisations de programme et 82.953 millions F en crédits de paiement. Les moyens d'engagement sont donc en augmentation de 1,7% par rapport à ceux inscrits en loi de finances initiale pour 1999, ce qui permettra la poursuite des programmes d'armement dans les conditions actées lors de la revue des programmes réalisée l'an passé.



## Comparaison, par titre, des autorisations de programme et

	Autorisations de programme		Différence
	1999	1999	
	Votées	Demandées	
<b>I. Dépenses ordinaires</b>			
Titre III. Moyens des armes et services	1.322.692	1.108.692	-214.000
<b>II. Dépenses en capital</b>			
Titre V. Equipement	83.476.900	84.208.800	731.900
Titre VI. Subventions d'investissement accordées par l'Etat	2.523.100	3.254.370	731.270
<b>Totaux pour les dépenses en capital</b>	<b>86.000.000</b>	<b>87.463.170</b>	<b>+1.463.170</b>
<b>Totaux généraux</b>	<b>87.322.692</b>	<b>88.571.862</b>	<b>+1.249.170</b>

## des crédits de paiement ouverts en 1999 et prévus pour 2000

1999	Crédits de paiement		(en milliers de francs)	
	Services votés	Mesures nouvelles	2000 Total	Différence
157.523.803	159.162.980	714.621	159.877.601	+2.353.798
83.480.400	61.033.476	18.702.840	79.736.316	-3.744.084
2.519.600	642.740	2.573.914	3.216.654	+697.054
<b>86.000.000</b>	<b>61.676.216</b>	<b>21.276.754</b>	<b>82.952.970</b>	<b>-3.047.030</b>
<b>243.523.803</b>	<b>220.839.196</b>	<b>21.991.375</b>	<b>242.830.571</b>	<b>-693.231</b>



**III. Observations générales sur  
l'évolution des opérations des  
comptes spéciaux du Trésor  
et tableau annexe**

L'excédent des comptes spéciaux du Trésor s'élevait à 3.114 millions F en loi de finances pour 1999 ; dans le projet de loi de finances pour 2000 cet excédent est évalué à 2.998 millions F :

- ◆ les opérations définitives des comptes d'affectation spéciale sont presque équilibrées, après avoir connu un excédent de 3.443 millions F en 1999 ; cet équilibre résulte de l'application de l'article 74 de la loi de finances pour 1999 qui prévoyait la clôture du compte n° 902-30 «Fonds pour le financement de l'accèsion à la propriété» au 31 décembre 1999 ; le financement du prêt à taux zéro et les versements de l'Union d'économie sociale pour le logement (UESL) sont désormais inscrits sur le budget général ;
- ◆ les prêts des comptes d'affectation spéciale sont équilibrés alors qu'ils présentaient une charge de 26 millions F en 1999 ;
- ◆ les comptes d'avances présentent un excédent de 1.683 millions F contre une charge de 39 millions F en 1999 en raison de l'impact de la réforme de la taxe professionnelle sur le compte d'avances aux collectivités locales ;
- ◆ l'accroissement de l'excédent des comptes de prêts passe de 86 millions F en loi de finances pour 1999 à 1.956 millions F dans le projet de loi de finances pour 2000, évolution liée à la situation du compte de prêts aux États étrangers ;
- ◆ le solde des comptes de commerce est stable (+46 millions F) comme celui des comptes de règlement avec les gouvernements étrangers (+40 millions F) ;
- ◆ le solde du compte d'émission des monnaies métalliques se détériore de 135 millions F en raison du programme de frappe des pièces libellées en euro.

---

N° 1805.- PROJET DE LOI de finances pour 2000.— Analyses et tableaux annexes.